

LE LIVRE BLANC



La Maison des Artistes

Hôtel Salomon de Rothschild | 11, rue Berryer | 75008 Paris | France

01 42 25 06 53

www.lamaisondesartistes.fr/site | www.lamaisondesartistes.fr/site/contact



LE LIVRE BLANC THE WHITE BOOK

1^{re} Convention Européenne des artistes des arts visuels et plastiques

1st European Convention of visual and plastic artists

Remerciements **Thanks**

La Maison des Artistes remercie tous ses partenaires publics et privés qui ont permis par leur soutien moral et matériel la réalisation de cette Convention ainsi que les associations européennes représentatives des artistes pour leur engagement dans ce projet commun.

La Maison des Artistes thanks all his public and private partners who made possible this Convention by their moral and material support, as well as the european associations representing the artists, for their engagement in this common project.



Sous le haut patronage de Monsieur Nicolas Sarkozy, Président de la République française, et de Monsieur Hans-Gert Pöttering, Président du Parlement européen.
Under the high patronage of Mister Nicolas Sarkozy, the French Republic's President, and Mister Hans-Gert Pöttering, President of the European parliament.





Les Artistes Européens revendiquent l'Union

Réunis en convention, fin décembre dernier à Beaubourg, les délégués des artistes visuels de l'U.E. ont débattu de leur statut social et mis en cause « les artifices d'une valorisation exclusivement vénale des oeuvres ».

C'était le dernier événement culturel de la présidence française de l'Union en 2008, très officiellement patronné par Nicolas Sarkozy et Hans-Gert Pöttering Président du Parlement européen : les artistes plasticiens des pays de l'Union Européenne, ont pendant deux jours passé au crible les disparités de leurs régimes sociaux. D'emblée, dans les sous-sols du Centre Pompidou, à l'invitation de sa directrice Agnès Saal, le ton était donné par Rémy Aron, président de la Maison des Artistes, structure à l'origine du colloque, dénonçant la nocivité « des experts en duperies spéculatives », réclamant « une charte commune des artistes en Europe » contre « la collusion indécente de l'argent et de l'absurde ». Olivier Kaepelin, le Délégué aux Arts Plastiques du Ministère de la Culture, a, quant à lui, valorisé « l'oeuvre et l'artiste dans la durée, ceux qui pensent la forme n'ayant pas l'écoute nécessaire dans les sociétés, pour comprendre le monde en crise », suggérant la mise en place d'une « rémunération du travail de l'artiste, en tant que tel, indépendamment du marché ».

Pendant de longues heures, les délégations ont enchaîné les communications et procédé à une revue de détails des systèmes appliqués dans chaque pays, faisant apparaître d'immenses disparités, souvent ressenties comme des marques d'injustice. Un catalogue contrasté qui a contribué à orienter les participants vers un mode plus revendicatif, les « artistes de la forme » voulant s'unir, valoriser leurs professions,

A United Front for European Artists

Meeting at a convention in Beaubourg at the end of December, delegates representing the European Union's visual artists debated the issue of artists' socio-economic status, and criticized "the exclusively commercial estimation of the value of art works."

At the final cultural event of France's 2008 presidency of the European Union, held under the formal patronage of Nicolas Sarkozy and European Parliament President Hans-Gert Pöttering, delegates spent two days examining the disparities between social security systems for Europe's visual artists. In the underground amphitheatre, where the artists convened on invitation from Pompidou Centre director Agnès Saal, the tone was set by Rémy Aron, President of the convention organizer, Maison des Artistes, who deplored the damage done by "shady art world speculators" and demanded "a common charter for European artists" to oppose "the indecent collusion of money and the absurd." Olivier Kaepelin, French Culture Ministry delegate for the plastic arts, took the floor to emphasize "the long-term impact of artistic works, and an understanding of artistic forms, which could do much to shed light on global crises," and suggested the establishment a system "to remunerate artists, which would be independent of the market."

In the course of protracted working sessions with a wide range of papers, the delegations undertook a detailed review of the social security systems in application in individual countries, which highlighted immense disparities that are often perceived as unfair. The marked variation in working conditions led participants to demand more militant action to promote mastery of artistic form, unite and promote the diversity of artistic professions and to deplore the "compulsive consumption of often

dans la diversité, s’entendant à dénoncer l’esprit de « consommation compulsive pour des objets souvent virtuels ». Un pessimisme offensif que devait, dans son intervention, s’employer à nuancer Roger Karoutchi, secrétaire d’Etat chargé des Relations avec le Parlement, venu pour le gouvernement soutenir l’institution Maison des Artistes. Un livre blanc sera publié dans les prochaines semaines, qui reprendra les propositions de la convention et formalisera une ébauche de loi-cadre fixant des normes sociales et fiscales.

Une réception officielle, à l’invitation de Christine Albanel, ministre de la Culture, a rassemblé, dans les salons de la rue de Valois, les représentants des organisations professionnelles et des salons nationaux, en l’honneur des délégués. Jean-François Hebert, directeur de cabinet de la ministre, a salué les travaux de la convention et apporté les encouragements de l’Etat. Sur la promesse « d’ouvrir l’Europe des artistes solidaires aux nouvelles perspectives de l’Union pour la Méditerranée », 600 artistes ont participé à une fête de clôture orchestrée dans les espaces de l’UNESCO, en présence de M. Dominique Antoine, conseiller pour l’éducation et la culture du président de la République.

virtual art works.” The pessimistic mood was in part dispelled by Roger Karoutchi, Secretary of State for Parliamentary Relations, who voiced the government’s support for the institution of the Maison des Artistes. A white paper will shortly be published, which will take up the proposals tabled at the convention, and provide a framework for the drafting of future legislation on social and fiscal norms.

Later, at an official reception in the rue Valois, convened by the Minister for Culture Christine Albanel, where delegates met with the representatives of French professional groups and French national art shows, executive assistant to the minister Jean-François Hebert, praised the work done by the convention and expressed French government support. After some discussion of an initiative to extend “solidarity between artists in the countries of the EU to their colleagues in the future Union for the Mediterranean,” 600 artists attended a closing celebration at the offices of UNESCO, in the presence of M. Dominique Antoine, French presidential advisor for culture and education.

10 Première Partie Introduction par Rémy Aron

22 Deuxième Partie État des lieux

I La reconnaissance de l'artiste des arts visuels au sein de la société

- 24 Appréciation des critères de professionnalité
- 28 Analyse de la couverture sociale de l'artiste visuel
- 40 Regard sur le paiement des cotisations
- 44 Regards sur la nature de la couverture sociale
- 52 Regards sur la nature des prestations de sécurité sociale

II Les mécanismes de valorisation de la profession d'artiste visuel

- 56 La valorisation de la profession aux travers des mécanismes fiscaux
 - La position fiscale des artistes des arts visuels
 - La prise en compte dans le calcul de l'impôt de l'investissement dans l'art
- 68 La valorisation de la profession aux travers des mécanismes d'aides à la création
 - Les fonds publics
 - Le financement de l'art par les entreprises privées
- 72 La valorisation de la profession aux travers des droits d'auteur
 - Le droit de reproduction
 - Le droit de présentation publique
 - Le droit de suite

78 Troisième Partie Manifeste

92 Quatrième Partie

94 Photogallery

102 Liste des participants

11 First Part Introduction by Rémy Aron

23 Second Part État des lieux

I The recognition of visual artists in society

- 25 The evaluation of professional criteria
- 29 Analysis of social security protection for visual artists
- 41 Overview of the payment of social security premiums
- 45 Overview of the nature of social security protection
- 53 Overview of the nature of social security services

II Schemes to support the profession of visual artist

- 57 Supporting the profession through tax breaks
 - Taxation of visual artists
 - Tax breaks for investment in art
- 69 Funding mechanisms to provide support for visual arts professionals
 - Public funds
 - Art financing from private companies
- 73 Support for the visual arts through the protection of copyright
 - Reproduction rights
 - Public presentation rights
 - Droit de suite (resale rights)

79 Third Part Manifesto

93 Fourth Part

95 Photogallery

103 List of the participants

Première Partie Introduction

Introduction par Rémy Aron

Le rassemblement des artistes visuels qui travaillent et créent en Europe a été organisé à Paris, les 15 et 16 décembre 2008, sur fond de crise financière, dont chacun a reconnu le sens éthique et la cause morale.

Il fut particulièrement symbolique et fort, car nous voyons sous nos yeux se désintégrer les mécanismes, les artifices de la valorisation exclusivement vénale du marché international de l'art.

Qui pouvait situer dans le temps lors de la préparation de cette Convention la concomitance des périls systémiques qui ébranlent l'économie du monde avec la réflexion que nous voulons faire aboutir sur le thème des pratiques réelles et concrètes vécues par les artistes plasticiens dans l'exercice de leurs métiers.

C'est bien la couverture sociale et le régime de sécurité sociale, qui structure la condition de vie des artistes et au final, leur liberté de création. En effet, la protection sociale des créateurs dans nos arts devrait être un sujet majeur dans nos sociétés, où la consommation compulsive pour des objets très souvent virtuels va déboucher sur une impasse.

Cette période particulièrement préoccupante devrait nous obliger à bien des changements d'attitudes.

Nous en avons assez de la collusion indécente de l'argent et de l'absurde qui, l'orage passé, retournerait à la même ornière.

Il nous faut donc, tous ensemble, dès maintenant, oser libérer toutes les paroles et prendre le temps qu'il faudra pour redéfinir sereinement le sens de l'art dans sa nature même.

Nous devons rappeler, quitte à hausser le ton, que l'art s'incarne dans des disciplines professionnelles ; qu'elles ont toutes, droit de cité, des plus classiques jusqu'aux plus expérimentales.

Introduction par Rémy Aron

The Convention of Europe's visual artists held in Paris on the 15 and 16 of December, 2008, took place against a backdrop of catastrophe in the world of finance, which also amounted to an ethical and moral crisis.

It was a particularly symbolic meeting, because it occurred at a time when we were all acutely aware of the disintegration of the mechanisms and deceitful practices that sought to redefine the international art market on the basis of purely commercial values.

When we were preparing the Convention, no one expected that the global economy would be reeling in shock at the very moment when we sat down to discuss practical details of the living and working conditions experienced by visual artists in the exercise of their professions. Much of our discussion at the convention focused on special social security protection and social security schemes for the arts.

These have a profound impact on living conditions for artists, and on their freedom to pursue creative endeavour. As such, they should constitute a major priority in our societies, where compulsive consumerism focused on virtual media may well induce a cultural crisis every bit as severe as the current catastrophe in the world's banking system.

In these troubled times, we should work to bring about a change in attitudes.

It is now that we should speak out against the indecent collusion of money and the absurd, which inevitably obscures a reality of neglect.

Now is the time when we should come together to calmly redefine the meaning and the nature of art. We must assert, in no uncertain terms, that art cannot exist without professional disciplines; and all artistic disciplines, from the most ancient to the most experimental, should have

Ces disciplines ont une grammaire et un vocabulaire qui permettent d'articuler les questions sur l'être humain, sur l'Homme en face de lui-même, et de sa responsabilité sur la terre.

En effet, le degré de vitalité des arts est certainement le marqueur d'une société qui cultive et renforce ses chances de pérennité et, nous avons, nous les artistes, le devoir de cultiver ces médiums vitaux par tous les moyens.

D'abord par l'instinct de notre survie de créateur mais aussi sur un mode désintéressé pour le bien de nos sociétés, c'est une mission implicite d'authenticité et de vérité face à nous même puis vers les autres. Elle nous commande une exigence pour soi et la tolérance collective qui en découle.

Nous nous sommes réunis car nous voulons poursuivre au sein de l'espace communautaire, l'histoire de l'Europe telle qu'elle est avec ses peuples, ses cultures, ses passions et qui est depuis toujours celle des artistes du concept et de la forme, celle des incessantes migrations des artistes sur tout le continent.

Rappelons nous, les Phares de Baudelaire pour nous convaincre que « cet ardent sanglot qui roule d'âge en âge »...« ce cri répété par mille sentinelles », nous le poussons encore ici - et qu'il faut savoir que nous ne nous tairons jamais.

Certainement, nous n'avons pas besoin des mots pour nous comprendre et nous connaître. Nos oeuvres nous en disent assez de nous même et les uns aux autres, pour savoir où sont nos pairs. Dans cette période extrêmement grave pour les peuples du monde, nous savons tous que nous avons besoin de nous retrouver sur les valeurs bien réelles de l'artiste, de sa place clef dans la société.

their place in society. For every discipline has a grammar and vocabulary, which enable us to question what it is to be human, and to reflect on the responsibility of humanity on this planet.

Now more than ever, vitality in the arts is an indicator of a society that seeks to safeguard its sustainability, and as artists, we have a duty to ensure that the original media, which express that vitality, are cultivated in appropriate conditions.

This is not only crucial to our survival as creative artists, but also a question of social good. It is a mission that we should approach with truthfulness both to ourselves and to others; and it is a mission that requires us to set high standards for ourselves, and to maintain a spirit of collective tolerance, which such high standards necessarily imply.

In December, we came together within the context of the EU, to turn another page in the history of Europe. Europe's history has been profoundly marked by artists of concept and form who throughout the centuries have borne witness to its peoples, its cultures, its passions, and the inevitable course of societal change.

When he spoke of our artistic heritage in his poem *The Beacons*, Charles Baudelaire described art as a "cry passed on by a thousand sentinels," which is "the most sublime proof of our worth and value."

In this critical period for the peoples of the world, we have a duty to ensure that the voices of European artists continue to be heard, and that they will never be silenced.

As artists, we need to refocus on real artistic values, and the essential role of art in society. In so doing, we must relentlessly reaffirm the importance of all of the diverse forms of artistic expression, because we believe that this diversity constitutes a truly sustainable wealth.

Nous avons à affirmer, sans relâche, pour qu'on nous entende, la fertilité de toutes les diversités des expressions, car cette diversité est la vraie richesse durable.

Nous voulons tous que les pouvoirs publics reconnaissent et acceptent ces diversités, qu'ils n'en aient pas peur, et surtout qu'ils contribuent dignement à les faire vivre et prospérer sans se laisser envahir par les lois inhumaines et les experts des duperies spéculatives.

La condition de vie des artistes est la condition de la renaissance que nous pressentons et que nous avons identifiée ensemble en initiant de vraies pistes.

- > Voici l'état des lieux, le catalogue des différences et des similitudes, puis un manifeste commun des artistes d'Europe que nous avons élaboré.

Notre projet est une sorte de loi cadre que chaque artiste va pouvoir promouvoir dans son pays et devant son gouvernement pour faire avancer nos revendications communes.

Nous avons proposé une méthode opératoire pragmatique afin de comparer les statuts sociaux des artistes en Europe et nous publions, à la suite de notre Convention, sous la forme de ce Livre blanc, les actes de nos travaux qui mettent en évidence les convergences sur la condition de l'artiste dans chacun des Etats membres : bien entendu, ces contributions ont un éclat revendicatif.

Nous avons écarté la parole des experts, des spécialistes, des commissaires.

At the same time, we are asking public authorities to accept this diversity, to ensure that it is not undermined by unfair legislation or excessive speculation, and to make a fitting contribution to enable artists to live and prosper.

Living conditions for artists are the foundation of the renaissance to which we aspire, and we believe that the tangible paths that we have identified together will be an avenue to true progress.

- > Our project presents an inventory of the differences and similarities in artists' working conditions in countries across the EU, and a common manifesto, which we have developed in consultation with artists in all the member states.

The goal is to provide artists with a model for future legislation that they will promote in their home countries in the hope that their governments will advance our common cause.

As responsible citizens in mature democracies, we believe that artists themselves are best placed to discuss the realities of their professions, so in gathering data for this white paper, we opted not to consult with experts, specialists, or technical officers, preferring to devote the entirety of our project to the direct experience of artists and their legitimate and elected representatives. The questionnaires we collected from each of the EU member states highlighted many convergences in social security status and working conditions, and they also revealed significant disparities. It also goes without saying that many of these contributions were marked by a tone of protest.

Nous n'avons souhaité que la parole des artistes et de leurs représentants légitimes et élus. Car nous sommes les citoyens responsables de démocraties confirmées et nous sommes à priori les mieux placés pour parler librement de la réalité de nos métiers.

En effet, nous inscrivons ce projet commun des artistes d'Europe tout naturellement dans le courant du désir partagé des artistes qui veulent reprendre en main leur destin collectif, en anticipant des décisions politiques et administratives.

J'insiste, l'Europe de la Culture, implique les artistes visuels et leur engagement, elle est par sa nature, historique et actuelle, le naturel professionnel des artistes plasticiens.

Une Europe à la recherche d'une cohésion institutionnelle qui, par obsession technocratique, négligerait ses artistes, eux, si proches de l'unité recherchée, cette Europe-là se tromperait de route.

Cette assemblée, qui était réunie au Centre Pompidou, est une première par son ambition. Elle préfigure peut-être une prise de conscience car l'Europe doit se faire avec ses citoyens, avec ses artistes par les sensibilités culturelles de ses peuples, pour une Europe des artistes qui s'engage dans l'action solidaire.

Une Union Européenne des artistes qui sait la valeur des droits conquis et qui entend les communiquer aux autres plutôt que de se servir des frontières dans une perspective égoïste.

The common project for the artists of Europe naturally emerged from a shared desire to anticipate and exercise control over political and administrative decisions that affect the collective destiny of artistic professionals.

It is our belief that a uniquely technocratic approach to the development of cohesion between European institutions is not sufficient to guarantee the future of the visual arts.

To safeguard its cultural tradition, Europe must actively seek to create a positive environment for professional artists, notably through the provision of appropriate social security and working conditions.

The Convention held at the Pompidou Centre marked the first stage in an ambitious process, which we sincerely hope will lead to a new consciousness among all of the citizens and all the cultures of the Union of the need for a Europe that is committed to a greater level of solidarity with the arts.

The EU must officially recognize the value of artists' rights that have been acquired in individual member states, and act to extend those rights to all the countries of the Union.

It is not our purpose to lobby for an "artists' Europe" with special social privileges for our particular professions, however, without collective action to defend them, social security provisions for artists will be gradually eroded, and in some cases may even die off completely.

Il ne s'agit pas, pour nous, artistes visuels, de faire d'une « l'Europe des artistes », un espace social privilégié, en campant sur nos frontières corporatistes, mais, il faut nous battre tous ensemble, car nous savons tous, objectivement que si nous ne défendons pas collectivement le statut de l'artiste en Europe, il y a de fortes chances qu'il ne progresse pas ailleurs, qu'il régresse ou même qu'il disparaisse.

Enfin, je fais le vœux que ce chemin ouvert nous engage à rester unis et à faire naître ou renaître, avec nos différences, une Europe des arts, qui soit solidaire avec tous les artistes de la terre.

Now that our project has been established, the way ahead is clear.

If we remain united in spite of our differences, we will succeed in building a Europe of the arts that has the potential to establish a foundation for solidarity with all the artists of the world.

La reconnaissance de l'artiste des arts visuels au sein de la société

>>> Appréciation des critères de professionnalité

Chaque pays de l'Union Européenne a mis en place un certain nombre de critères afin d'établir une distinction entre les artistes professionnels et les artistes amateurs.

Cette définition est fondamentale puisqu'elle permet de délimiter le champ d'application du régime de protection sociale prévu pour les artistes des arts visuels. Autrement dit, les critères de professionnalité mis en place dans un pays conditionnent l'accès de l'artiste à sa couverture sociale.

- > **Examinons la répartition des pays.** Nous observons que dans la majorité des pays de l'Union européenne, la reconnaissance se fait par les pairs de l'artiste. Celui-ci doit ainsi réunir dans un dossier l'ensemble des éléments qui prouveront l'effectivité de son activité. La formation reçue par l'artiste est également un critère fondamental retenu pour attribuer à l'artiste visuel une protection sociale.

>> Nous analysons trois sortes de reconnaissance professionnelle.

- > **La reconnaissance de l'artiste par la formation :** l'artiste doit recevoir une formation initiale ou préalable à son activité professionnelle afin d'être considéré comme un professionnel et être couvert par la sécurité sociale.
- > **La reconnaissance de l'artiste par ses pairs :** l'artiste doit préparer un dossier afin de montrer l'effectivité de son activité professionnelle. Ce dossier est examiné par ses pairs qui décident alors d'accorder la protection sociale à l'artiste des arts visuels.

The recognition of visual artists in society

>>> Evaluation of professional criteria

All of the member states of the European Union have established criteria to distinguish between professional artists and amateur artists.

The definition of these criteria is vitally important because they determine the field of application for social security systems. In other words, the accepted professionalism criteria in a given country will condition visual artists' access to social protection.

- > **If we examine the criteria applied in individual countries,** we can see that most of the states of the European Union have adopted systems based on peer recognition. In practice, this means that individual artists submit applications with a variety of documents relating to their artistic activity for consideration by a committee of their peers. In most cases, the training they have received will also be a fundamental criterion for the attribution of social security protection.

>> Let's analyse these three types of professional recognition.

- > **Recognition based on training:** the artist must receive training before he or she can be considered to be a professional who is eligible for social security protection.
- > **Recognition based on peer evaluation:** the artist must prepare an application to show that he or she is an active professional. This application will be evaluated by a committee of the artist's peers who will rule on the granting of access to the visual artists' social security protection scheme.

- > **La reconnaissance de l’artiste par une décision de l’administration :**
l’artiste est soumis à un certain nombre de conditions afin d’être protégé socialement. Ces conditions portent souvent sur une inscription préalable et sur les revenus de l’artiste. L’administration va en effet exiger qu’il atteigne un certain seuil de revenus avant de lui accorder une protection sociale.

Chaque pays ne recourt pas forcément qu’à une seule de ces reconnaissances professionnelles. En effet, il est possible que les critères exigés pour obtenir une couverture sociale soient à la fois référents à la formation et à la reconnaissance du travail par les pairs. La professionnalité peut également dépendre conjointement de la reconnaissance par les pairs et par l’administration.

- > **Recognition by administrative ruling:** the artist must fulfil a certain number of conditions to benefit from social security coverage. These conditions usually include enrolment in an official register, and proof of income from artistic activity. In most cases, authorities require that artistic income exceed a certain threshold.

The process of being formally recognized as a professional is not always based on a single criterion. In many countries, two criteria are considered when granting access to social security protection; some procedures take into account training and/or peer recognition, while others require peer recognition and an administrative ruling.

RECONNAISSANCE PAR LA FORMATION RECOGNITION BASED ON TRAINING	R. PAR LES PAIRS R. BASED ON PEER EVALUATION	R. PAR UNE DECISION ADMINISTRATIVE R. BY ADMINISTRATIVE RULING
	Angleterre UK	
	Estonie Estonia	
	Finlande Finland	
	Portugal Portugal	
	Slovaquie Slovakia	
	Suède Sweden	
		Belgique Belgium
		Pays-Bas Netherlands
	Allemagne* Germany*	
	France* France*	
	Luxembourg* Luxembourg*	
Autriche** Austria**		
Chypre** Cyprus**		
Danemark** Denmark**		
Espagne** Spain**		
Grèce** Greece**		
Hongrie** Hungary**		
Irlande** Ireland**		
Lituanie** Lithuania**		
Roumanie** Romania**		
Slovénie** Slovenia**		

* L’artiste doit recevoir un minimum de revenus artistiques par an. Il doit également constituer un dossier afin de prouver l’effectivité de son activité. Il peut réunir des illustrations de ses travaux, CV,...

*The artist’s artistic income must exceed an annual threshold. He or she must also submit an application with evidence of artistic activity, which usually includes work samples, CV etc..

** L’artiste doit constituer un dossier afin de démontrer qu’il exerce son activité à titre professionnel. L’artiste qui a un diplôme ou qui a reçu une formation particulière a une reconnaissance de plein droit. Son activité est reconnue automatiquement comme une activité professionnelle.

**The artist must submit an application to demonstrate that he or she is an active professional. Artists who have been awarded diplomas or received training automatically benefit from recognition as professionals.

>>> Analyse de la couverture sociale de l'artiste des arts visuels

Dans la majorité des pays de l'Union européenne, la singularité de l'activité de l'artiste n'est pas prise en compte dans l'élaboration du régime de protection sociale de l'artiste des arts visuels. Ceux-ci ont le plus souvent une **couverture sociale générale** qui est à l'image de celle dont dispose tout autre citoyen du pays.

Seuls certains pays ont donc institué un **régime comportant quelques points particuliers**. En effet, ces quelques pays ont fait le choix de tenir plus ou moins compte de la singularité de la profession d'artistes des arts visuels en instaurant un certain nombre de dispositions particulières.

La prise en compte de la singularité de l'activité d'artiste dans l'élaboration du régime social n'est pas suffisante pour améliorer les conditions de vie dans lesquelles l'artiste exerce son métier. En effet, dans certains pays qui ne prévoient aucun mécanisme juridique particulier en matière de sécurité sociale, les artistes peuvent vivre plus aisément de leur activité puisqu'au niveau local, une dynamique de terrain leur permet de diffuser plus largement leur travail. Dès lors, il existerait **deux axes** pour permettre de favoriser les conditions de création de l'artiste plasticien.

- > **La première possibilité** est de tenir compte de la spécificité du métier d'artiste en mettant au point un régime de sécurité sociale particulier et adapté à la singularité de l'activité de l'artiste.
- > **La seconde possibilité** est d'agir directement sur le terrain, en développant par une diversité de propositions artistiques, l'accès à la culture et aux œuvres. Cette technique de dynamisation permettrait alors à l'artiste d'accéder plus aisément à l'exposition et à la vente de

>>> Analysis of social security protection for visual artists

In most European Union states, the specific nature of artistic activity is not taken into account in social security schemes, and visual artists are simply provided with the **standard social security protection** that is offered to all the citizens of the country.

However a small number of states have taken the step of establishing **special social security provisions** that reflect to some extent the exceptional situation of visual artists.

Special social security provisions that take into account the specific nature of artistic endeavour are not in themselves sufficient to guarantee good living and working conditions for artists. In some of the countries with no particular social security measures, artists are better off than they are elsewhere because they benefit from local initiatives to enable them to better distribute their work. With this in mind, we can identify **two strategies** to facilitate the creation of good working conditions for visual artists.

- > **The first possibility** is to take into account the particular nature of artistic professions by establishing a specially adapted social security scheme.
- > **The second possibility** is to take direct action by implementing a range of measures to facilitate access to culture and artistic works. This technique of dynamizing the market would make it easier for artists to exhibit and sell their work, and earn a living from their artistic activity. Within the context of these conditions, they can then be protected by a more universal social security scheme.

ses oeuvres. Arrivant ainsi à vivre de son travail d'artiste, celui-ci peut alors être protégé par une couverture sociale plus standardisée.

Nous retenons ainsi, au travers de l'analyse des questionnaires que quatre catégories de systèmes sociaux se dessinent alors :

>> Un système de sécurité sociale spécial, adapté à la singularité de la profession d'artiste :

- > L'**Allemagne** permet aux artistes d'être affiliés durant les trois premières années d'exercice de l'activité professionnelle, et ce quelque soit le montant des revenus de l'artiste. La moitié des cotisations sera à la charge de l'artiste et le reste sera payé par la Caisse sociale des artistes qui prélèvera ces sommes auprès des exploitants et diffuseurs des œuvres des artistes.
- > L'**Autriche** a créé un système de fond spécial permettant de financer les retraites des artistes visuels.
- > La **Belgique** a créé un système de fiction juridique, l'artiste est alors assimilé à un salarié et peut prétendre à une protection par le régime de sécurité sociale général.
- > Le **Danemark** prévoit la possibilité d'étaler les cotisations pendant les trois premières années d'exercice de l'activité, ainsi que le paiement des cotisations calculées sur les trois dernières années d'activité.
- > La **France** prévoit un système spécifique pour les artistes des arts visuels et pour les auteurs d'œuvres de l'esprit. Elle procède à une fiction juridique afin que les artistes soient assimilés aux salariés et bénéficient de certaines prestations offertes par la couverture sociale. Le taux est fixé à 15,50% du bénéfice annuel majoré de 15%.

Having analysed data from questionnaires, we identified four categories of conditions for artists that prevail in countries within the EU.

>> A special social security system, which is adapted to needs of artistic professions:

- > In **Germany**, during the first three years of professional activity, artists benefit from social security coverage regardless of the amount of income generated by their artistic activity. Artists pay for half of their social security premiums, and the remainder is paid for by the artists' welfare fund, which is financed by contributions from the commercial users and distributors of artistic works.
- > **Austria** has created a special fund to finance the provision of pensions for visual artists.
- > **Belgium** has established a system based on a fiction of law, which treats artists as salaried workers and provides them with standard social security protection.
- > **Denmark** allows artists to spread the payment of premiums over their first three years of professional activity, and to calculate the amount of premiums paid on the basis of the three preceding years of professional activity.
- > **France** has established a specific system based on a fiction of law, which enables visual artists and the authors of creative works to benefit from certain services provided by the standard social security system. The rate for the calculation of social security premiums is 15.5% of the artist's annual income plus 15%.

- > La **Hongrie** prévoit également un système de cotisations sociales allégées. Le taux de cotisation est de 15% contre 29% pour un travailleur d'un autre secteur. De plus, ce système différencie les ressources selon leur nature. Ainsi, les droits d'auteur n'entrent pas dans l'assiette permettant le calcul des cotisations à verser.
- >> **Un système de sécurité sociale généralisé compensé par une vraie dynamique locale.**
- > En **Angleterre**, l'absence de dispositions spécifiques en matière de sécurité sociale des artistes n'empêche pas à ces derniers de globalement bien vivre de leur travail d'artiste. En effet, il existe au niveau local et national une vraie dynamique permettant de développer l'accès à l'art. La divulgation et la vente des œuvres sont mieux développées par rapport aux autres pays de l'Union Européenne, ce qui permet à un certain nombre d'entre eux de vivre de leur art.
- > En **Espagne**, l'artiste est considéré comme un travailleur indépendant, et ne dispose pas d'un régime de sécurité sociale lui permettant de combler les inconvénients liés à la singularité de son activité professionnelle. Cependant, il existe des activités de terrain permettant à 27% d'artistes de vivre de leur travail.
- > En **Finlande**, bien qu'il n'existe pas de régime particulier de sécurité sociale pour les artistes, l'Etat développe de nombreux projets et actions afin d'améliorer la condition des artistes. Il développe un certain nombre de subventions pour des projets artistiques, et encourage le multiculturalisme et l'interaction culturelle en permettant aux artistes d'intervenir dans les écoles. Les subventions correspondantes pour les collectivités sont distribuées par le Ministère de l'éducation.

- > **Hungary** has also established a system with lower social security premiums. Artists are required to contribute 15% of income as opposed to 29% for workers in other sectors. The system also distinguishes between different types of income. Revenue from copyright is not included in the equation for the calculation of social security premiums.
- >> **Standard social security protection offset by initiatives to support the arts.**
- > In the **United Kingdom**, in spite of the absence of specific social security provisions for their profession, the majority of visual artists enjoy reasonably good working conditions. This is largely due to a wealth of local and national initiatives, which develop access to art. As a result, British artists benefit from better exhibition space and more sales of artistic works than their counterparts in other EU countries, and a significant number earn a good living from their artistic activity.
- > In **Spain**, artists are treated as self-employed workers, and do not benefit from a social security scheme which alleviates the particular difficulties associated with artistic professions. However, the existence of local initiatives in the arts has meant that 27% of artists are able to live on the income generated by their artistic activities.
- > **Finland** has no specific social security system for artists; however, the state has implemented a number of measures to improve their working conditions. These include grants for artistic projects, and initiatives to promote multiculturalism and cultural interaction, which have brought artists into Finnish schools. Grants provided by the authorities are distributed via the Ministry of Education.
- > In the **Netherlands**, there are no specific social security provisions that take into account the specific situation of professionals in the arts.

- > Aux **Pays Bas**, il n'existe pas de spécificités en matière de sécurité sociale qui tiennent compte de la singularité de l'activité professionnelle d'artiste. Pourtant, une vraie dynamique locale est instaurée. Une loi prévoit notamment de soutenir les débutants dans la création d'un atelier professionnel ou de leur allouer un complément en cas de régression de revenus. Sous certaines conditions, l'artiste peut obtenir une allocation afin de parvenir à la réalisation de projets artistiques.
- > En **Suède**, l'action de terrain permet aussi de combler le manque d'un régime spécifique. Les nombreux projets permettent ainsi aux artistes d'améliorer leurs conditions de vie. Un système de sécurité sociale en quelques points particuliers, où la dynamique locale reste encore à développer.
- > En **Estonie**, la loi tient compte de la précarité dans laquelle l'artiste peut exercer son activité, elle prévoit ainsi pour l'artiste qui est sans revenu, la possibilité de lui verser une allocation durant six mois.
- > En **Lituanie**, la loi prévoit d'allouer dans certaines circonstances des pensions de retraites à certains artistes des arts visuels. De plus, lorsque l'artiste est sans revenu, la loi autorise le financement d'un projet artistique durant une période inférieure à 24 mois.
- > Le **Luxembourg** prévoit également quelques spécificités au niveau social : son organisme de sécurité sociale tient compte de l'irrégularité des revenus et du temps passé à l'activité afin de fixer les cotisations sociales à verser.
- > En **Slovénie**, que les artistes soient salariés ou indépendants, ils entrent dans le cadre général d'assurance sociale obligatoire. Les artistes doivent payer tous les mois leurs cotisations de sécurité sociale. Leur contribution mensuelle va être déterminée selon le niveau de leur revenu. Certains artistes indépendants, dont le talent est remarqué, voient leurs

However, artists benefit from a number of successful initiatives, including a law providing support for young artists setting up a studio, and welfare payments in the event of diminished revenues. Under certain conditions, artists can apply for funding for specific projects.

- > In **Sweden**, initiatives to support the arts also compensate for the lack of specific social security provisions for artists. The many schemes that have been established play an important role in enabling artists to improve their living conditions. Special social security provisions, and a need for more initiatives to support the arts.
- > In **Estonia**, the law recognizes the need for greater social security in artistic professions, and artists who have no income can benefit from six months of social security payments.
- > In **Lithuania**, under certain circumstances, the law provides for the payment of retirement pensions to visual artists. It also authorizes up to 24 months of project funding for artists without incomes.
- > **Luxembourg** also has a number of specific social security provisions: its social security organization takes into account the irregularity of artistic income and the time required by artistic activity in determining the amount of premiums to be paid.
- > In **Slovenia**, both freelance and wage earning artists are included in the universal obligatory social security system, and obliged to pay monthly social security contributions. The amount of these payments is determined on the basis of their income. In certain exceptional cases, the Ministry of culture pays for the social security contributions of certain freelance artists who are deemed to show outstanding talent, provided that their taxable income does not exceed a threshold, which is subject to annual review (in 2007, this threshold was set at 20,199.02 €).

contributions sociales prises en charge par le Ministère de la Culture à titre exceptionnel, à condition que leur revenu imposable ne dépasse pas la limite fixée chaque année (en 2007, la limite était de 20 199,02 €).

>> Un système de sécurité sociale généralisé où la dynamique locale est à développer.

- > En **Bulgarie**, il n’y a pas de place dans la législation pour des dispositions pouvant promouvoir la situation sociale des artistes. L’artiste n’a pas la possibilité de changer ce statut par le biais d’une politique indépendante, car il n’y a pas d’association suffisamment puissante pour changer le système, tout est donc à construire.
- > A **Chypre**, l’artiste est considéré au même titre qu’un travailleur indépendant, les spécificités liées à l’exercice de sa profession ne sont pas prises en compte. Dès lors, pour subvenir à leurs besoins, les artistes recourent à une activité secondaire. Comme dans de nombreux autres pays de l’Union Européenne, très peu d’artistes en font leur activité principale.
- > En **Grèce**, il n’existe pas de régime spécifique de protection sociale pour les artistes. Certaines pensions retraites sont débloquées mais elles concernent très peu d’artistes. Une proposition de loi a été faite au sujet de la construction d’un statut social pour l’artiste, cette loi n’a toujours pas été discutée. Aujourd’hui le système de protection sociale tend à se privatiser.
- > En **Irlande**, il n’existe aucune spécificité concernant le régime de sécurité sociale des artistes visuels. La dynamique locale pouvant combler cette absence de spécialisation reste pourtant encore à développer. L’association des artistes des arts visuels continue cependant d’améliorer la qualité professionnelle des artistes des arts visuels et d’accroître la visibilité de l’art en organisant des colloques, des expositions.

>> Standard social security protection, and a need for more initiatives to support the arts.

- > In **Bulgaria**, there is no legislative framework for provisions to promote better working conditions for artists. Furthermore, there is no policy to improve the status of artists, and the pressure groups that lobby on behalf of artists are not sufficiently powerful to change the current system. In short, much remains to be done.
- > In **Cyprus**, artists are treated as self-employed workers, and the specific difficulties faced by professional artists are not taken into account. As a result, artists are obliged to work other jobs to earn a living. As in many other countries in the European Union, very few artists derive the bulk of their income from artistic activity.
- > In **Greece**, there is no specific social security protection scheme for artists. Some artists are granted retirement pensions, but this is only in very rare cases. A bill on the subject of the status of artists has been drafted, but it has yet to be debated in parliament. Today, the current trend is towards the privatization of social security services.
- > In **Ireland**, there are no specific social security provisions for visual artists, and more needs to be done to develop initiatives, which could stabilize revenues for artistic professions. However, within this context, the association of visual artists has continued to improve the professional quality of visual art through the organization of seminars and exhibitions.
- > In **Portugal**, social security provisions for artists are the same as those for self-employed workers, and specialized funding is restricted to initiatives established by companies and private foundations. More needs to be done to improve working conditions for Portuguese artists,

- > Au **Portugal**, l'artiste est soumis au même régime de sécurité sociale que celui des travailleurs indépendants. Des bourses de spécialisation sont allouées grâce à des initiatives d'entreprises et de fondations privées. Il serait donc nécessaire d'améliorer la condition des artistes portugais soit au travers d'une spécialisation du régime de sécurité sociale, soit au travers des actions locales.
- > En **Roumanie**, il existe certaines dispositions au niveau local permettant de développer la publicité et la diffusion des œuvres de l'artiste. Globalement, même si certains artistes voient leurs prestations de retraite prises en charge par l'Etat, il n'existe aucune spécificité en matière sociale qui s'adapte à la singularité du métier d'artiste.
- > En **Slovaquie**, l'Etat soutient la culture à travers les aides du Ministère de la Culture. L'absence de spécificité du régime de sécurité sociale tâche donc d'être compensée par cette dynamique qui reste cependant encore à développer.

either through the implementation of a specially adapted social security scheme or local initiatives to promote the arts.

- > **Romania** has implemented some regional measures to enhance the publicity and distribution of artistic works. On a national level, a number of artists have had their retirement pension premiums paid by the state, but there is no social security scheme that specifically takes into account the needs of artists.
- > In **Slovakia**, state support for the arts is administered by the Ministry of Culture. However, much remains to be done to develop this funding scheme, which is intended to compensate for the lack of specific social security measures.

SYSTÈME DE SÉCURITÉ SOCIALE NON SPÉCIFIQUE. DYNAMIQUE LOCALE PRÉSENTE. NON-SPECIFIC SOCIAL SECURITY SYSTEM. INITIATIVES TO SUPPORT THE ARTS.	SYSTÈME DE SÉCURITÉ SOCIALE SPÉCIFIQUE. DYNAMIQUE LOCALE À DÉVELOPPER. SPECIFIC SOCIAL SECURITY SYSTEM. MORE SUPPORT FOR THE ARTS NEEDED.
Espagne Spain	Allemagne Germany
Finlande Finland	Autriche Austria
Pays-Bas Netherlands	Belgique Belgium
Angleterre UK	Danemark Denmark
Suède Sweden	France France
	Hongrie Hungary
SYSTÈME DE SÉCURITÉ SOCIALE NON SPÉCIFIQUE. DYNAMIQUE LOCALE À DÉVELOPPER. NON-SPECIFIC SOCIAL SECURITY SYSTEM MORE SUPPORT FOR THE ARTS NEEDED.	SYSTÈME DE SÉCURITÉ SOCIALE SPÉCIFIQUE. DYNAMIQUE LOCALE À DÉVELOPPER. SPECIFIC SOCIAL SECURITY SYSTEM. MORE SUPPORT FOR THE ARTS NEEDED.
Bulgarie Bulgaria	Estonie Estonia
Chypre Cyprus	Lituanie Lithuania
Irlande Ireland	Luxembourg Luxemburg
Portugal Portugal	Slovénie Slovenia
Roumanie Romania	
Slovaquie Slovakia	

>>> Regard sur le paiement des cotisations

Dans la majorité des pays de l'Union Européenne, il n'est prévu aucun allègement de cotisations pour les artistes des arts visuels. Ces derniers doivent donc contribuer à hauteur des revenus qu'ils perçoivent. Un taux de cotisations est fixé par chaque législation nationale et le paiement des charges sociales ouvre droit aux prestations. Tel est le cas de l'**Angleterre**, de **Chypre**, du **Danemark**, de l'**Espagne**, de l'**Estonie**, de la **Grèce**, de la **Hongrie**, de l'**Irlande**, de la **Lituanie**, et de la **Roumanie**.

En **Roumanie**, cependant, l'artiste qui n'a pas de revenus peut être exonéré de cotisations sociales, mais cela aboutit au fait qu'il n'est plus bénéficiaire du régime de protection sociale. Autrement dit, s'il ne cotise pas au régime, il ne possède pas de couverture sociale.

Certains pays prévoient tout de même certains mécanismes facilitant le paiement des cotisations. En **Allemagne**, la moitié des cotisations est prise en charge par la Caisse sociale des artistes qui prélève ces sommes auprès des exploitants et diffuseurs. En **France**, le taux de cotisations pour les artistes indépendants est moins élevés que le taux de cotisations d'un salarié. Il est de 15,50% pour l'artiste indépendant contre environ 23% pour un salarié et contre 30 à 50% du chiffre d'affaire annuel pour un travailleur indépendant. Cette différence ne doit pas être considérée comme un allègement, elle est justifiée par le fait que l'artiste ne bénéficie pas d'une protection sociale aussi étendue que celle du salarié. Il n'est pas couvert contre les risques « accident du travail », « maladie professionnelle » et « chômage », ce qui justifie cette réduction du taux de cotisation. Certaines dispositions facilitent l'installation de l'artiste dans sa nouvelle activité de création. En **Finlande** et en **Belgique** par exemple, il est prévu qu'une réduction des cotisations soit instaurée au moment où l'activité de l'artiste commence.

>>> Overview of the payment of social security premiums

In most of the countries of the European Union, visual artists do not benefit from reduced social security charges. Their premiums are set at the standard rates and calculated on the basis of income earned. Rates for premiums are determined by national governments, and access to social security services is conditional on payment of premiums. This is the case in the **UK**, **Cyprus**, **Denmark**, **Spain**, **Estonia**, **Greece**, **Hungary**, **Ireland**, **Lithuania** and **Romania**.

Romania is slightly different in as much as artists without incomes are exempt from social security charges; however, the non-payment of premiums effectively results in exclusion from the social security protection scheme. In short, artists who do not pay premiums do not benefit from social security protection.

At the same time, a number of countries have established mechanisms to facilitate the payment of premiums. In **Germany**, 50% of artists' premiums are covered by the artists' welfare fund, which is financed by contributions from commercial users and distributors of artistic works. In **France**, artists pay a lower rate of premiums: 15.5% for self-employed artists, as opposed to approximately 23% for salaried workers and 30% to 50% of annual turnover for self-employed workers. However, this difference does not constitute a real reduction, because artists do not benefit from the same level of social protection as salaried workers. Specifically, they are not covered against accidents at work, occupational diseases, and unemployment, and this largely accounts for the lower rate of premiums. Some countries have instituted measures to assist creative professionals in the process of becoming established. In **Finland** and **Belgium** for example, artists are entitled to a reduction in premiums at the outset of their careers.

Lorsqu’il est salarié, l’artiste ne finance pas seul le régime auquel il est affilié. Son employeur prend en charge sa part de cotisations patronales. Cependant, la règle ne s’applique pas aux artistes indépendants ou aux artistes assimilés salariés par fiction juridique. Ces derniers financent seul leur régime de protection sociale. Cette différenciation de statut est alors souvent responsable de complications administratives mais aussi de fraudes.

C’est le cas en **Autriche**, où les cotisations fixées à 22,5% du revenu sont entièrement prises en charge par l’artiste lorsqu’il est en situation d’indépendance. Par contre, dans le cas d’une activité salariée, les cotisations s’élèvent à 31,30% et sont prises en charge à la fois par l’artiste (13,85%) et par son employeur (17,45%). En **Finlande**, également, le taux de cotisations est fixé à 20,8% pour l’artiste indépendant. L’artiste salarié cotise quant à lui à hauteur de 7,2 à 8,3% tandis que le reste des charges sociales est pris en charge par son employeur. Au **Luxembourg**, les cotisations représentent 23% du revenu net. A la différence du régime des salariés, dans lequel les cotisations sont cofinancées par les assurés et les employeurs, les cotisations des travailleurs indépendants sont à la charge exclusive des assurés.

As a general rule, artists who are wage earners do not pay for the full cost of their social security protection, which is in part covered by payroll taxes levied on their employers. In contrast, self-employed artists, and artists that are treated as wage earners on the basis of a fiction of law, are obliged to finance the totality of their social protection schemes. In practice, this distinction between different types of status results in bureaucratic complications, and constitutes an incentive for fraud.

This is the case in **Austria**, where self-employed artists contribute 22.5% of income to cover the full cost of their social security. In so doing, they are at a significant disadvantage to their wage-earning peers who only contribute 13.85% to their social security contributions, which are set at a higher rate of 31.3%. Employers (17.45%) make up for the shortfall. A similar situation prevails in **Finland**, where the rate of premiums for self-employed artists is set at 20.8%. Wage-earning artists pay between 7.2% and 8.3%, while contributions from employers cover the remainder of their social security costs. In **Luxembourg**, where the rate of premiums is set at 23% of net income, there is also a major difference between the situation of wage-earners, whose premiums are co-financed by employers, and self-employed, artists who must pay for the full cost of their social security insurance.

Cotisations pour les artistes des arts visuels.

Premium rates for visual artists.

NON SPÉCIFIQUES		SPÉCIFIQUES
NO SPECIFIC		SPECIFIC
Angleterre UK	Irlande Ireland	Allemagne Germany
Autriche Austria	Lituanie Lithuania	Belgique Belgium
Danemark Denmark	Roumanie Romania	Bulgarie Bulgaria
Espagne Spain	Slovaquie Slovakia	Finlande Finland
Estonie Estonia	Slovénie Slovenia	France France
Grèce Greece	Suède Sweden	
Hongrie Hungary		

>>> Regards sur la nature de la couverture sociale

Nous observons dans l'ensemble des questionnaires qu'il existe différentes approches en matière de sécurité sociale.

La très large majorité des pays appréhende la sécurité sociale comme **un mécanisme solidaire universel et public**. Ainsi, tous les résidents, quelques soient leurs revenus, peuvent être bénéficiaires de la couverture sociale prévue par le législateur. Il existe cependant certaines différences entre les statuts. Un travailleur indépendant peut voir dans ce type de régime sa protection sociale moins étendue que celle d'un travailleur salarié. Dès lors l'artiste est protégé au même titre qu'un autre travailleur salarié ou indépendant, il n'existe pas de spécificités pour la protection des artistes des arts visuels.

Quelques pays où la couverture sociale est souvent réputée comme universelle choisissent cependant de rendre **spécifique** la protection sociale de leurs artistes. Dès lors, ceux-ci disposent seulement de certaines prestations de sécurité sociale. En effet, dans la majeure partie des cas, l'artiste n'est pas protégé contre le risque « accident du travail » ou « maladie professionnelle ».

D'autres pays enfin prévoient une couverture sociale universelle mais celle-ci est minime. Ainsi, pour se protéger contre tous les risques sociaux, les résidents ont recours aux mécanismes **d'assurances privées**. Ils cotisent donc directement auprès d'organismes sociaux et choisissent eux-mêmes, en fonction de leurs revenus, l'étendue de leur protection sociale.

>>> Overview of the nature of social security protection

In analyzing the questionnaires, we observed that there were different approaches to social security.

The vast majority of countries have adopted **integrated, universal, state sponsored programs**, which enable all citizens, regardless of their level of income, to benefit from social protection, as defined by the national legislature. However, these systems can attribute different levels of status to different categories of occupation. This is notably the case for the self-employed, who do not always benefit from the same level of social security protection as wage earners. Often, artists are simply categorized as self-employed or as wage earners, and there are no specific social security measures for the protection of visual artists.

However, some countries with universal social security protection schemes have opted to implement **specific measures** for artists. In practice, these measures tend to reduce the range of social security services available to artists, who in most cases, are not protected against the risk of accidents at work, or occupational diseases.

Finally, a third group of countries have adopted universal social security systems, which provide only a bare minimum of services. Residents of these countries must contribute to **private insurance** schemes to safeguard their social security. They deal directly with their insurers, and choose between various levels of social security protection, depending on their income.

Examinons la répartition des pays de l'Union Européenne à travers ce triptyque.

Three types of social security systems within the European Union.

RÉGIME SOCIAL GÉNÉRALISÉ UNIVERSAL SOCIAL SECURITY	RÉGIME SOCIAL SPÉCIFIQUE SPECIFIC SOCIAL SECURITY	ASSURANCES PRIVÉES PRIVATE INSURANCE
Angleterre UK	Allemagne Germany	Danemark Denmark
Autriche Austria	France France	Grèce Greece
Belgique Belgium		Lituanie Lithuania
Bulgarie Bulgaria		
Chypre Cyprus		
Espagne Spain		
Estonie Estonia		
Finlande Finland		
Hongrie Hungary		
Irlande Ireland		
Luxembourg Luxemburg		
Pays-Bas Netherlands		
Portugal Portugal		
Roumanie Romania		
Slovaquie Slovakia		
Slovénie Slovenia		
Suède Sweden		

>> Le système de sécurité sociale publique et universelle :

En **Angleterre**, il n'existe qu'un seul régime national de sécurité sociale : l'assurance nationale. Celle-ci est applicable aux salariés et aux non-salariés ainsi qu'aux non-actifs. L'assurance nationale ne comprend pas les prestations en nature de l'assurance maladie, celles-ci sont prises en charge par le service national de santé qui est financé par l'impôt (N.H.S.), gratuit et ouvert à tous les résidents.

En **Autriche**, en **Belgique**, en **Bulgarie**, à **Chypre**, en **Estonie**, en **Finlande**, en **Hongrie**, en **Slovénie** et en **Suède**, l'artiste salarié ou indépendant bénéficiera alors de toutes les prestations offertes par le régime général. C'est aussi le cas au **Portugal**, où le Service National de Santé est universel et général : quel que soit leur statut, les artistes qui résident au Portugal sont donc couverts par ce service.

>> Universal social security systems:

In the **UK**, there is only one universal social security scheme, the National Insurance system, which provides services to wage earners, non-wage earners, and the non-working population. The National Insurance system does not provide healthcare services. These are made available by the National Health Service (N.H.S.), which is funded by general taxation, and are mostly free of charge to residents of the UK.

In **Austria**, **Belgium**, **Bulgaria**, **Cyprus**, **Estonia**, **Finland**, **Hungary**, **Slovenia** and **Sweden**, wage-earning and self-employed artists benefit from all of the services offered by universal social security schemes. This is also the case in **Portugal**, where the National Health Service offers universal coverage to all members of the public, regardless of their status. All artists who are resident in Portugal are covered by this service.

En **Espagne**, l'artiste bénéficie d'une couverture sociale publique et universelle. Cependant il a la possibilité de cotiser 1,3% en plus pour étendre les garanties de la protection sociale (invalidité temporaire, accident de travail, invalidité, décès).

En **Irlande**, qu'il soit en situation de subordination ou indépendant, l'artiste relève automatiquement de l'assurance sociale obligatoire proportionnelle au salaire („Pay-Related Social Insurance“ – PRSI). Son revenu va ainsi déterminer le montant des cotisations qu'il doit payer mais aussi la gamme des soins servis gratuitement. En effet, la couverture sociale peut être plus ou moins étendue.

Au **Luxembourg**, la population active bénéficie d'une protection sociale plutôt uniforme. Ainsi, salariés et travailleurs indépendants sont couverts contre les mêmes risques. Toutefois, un régime unique de pension invalidité - vieillesse - survie englobant l'ensemble de la population active a été créé par la loi du 27 juillet 1987, à l'exclusion des fonctionnaires et assimilés qui bénéficient d'un régime statutaire.

Aux **Pays-Bas**, certaines assurances sont réservées aux salariés et d'autres aux indépendants. Le régime des salariés est financé par les cotisations salariales et patronales sur la base des salaires, dans la limite d'un plafond. Il comprend l'assurance maladie, l'assurance incapacité de travail, l'assurance chômage. Le régime des travailleurs indépendants couvre quant à lui l'incapacité de travail des travailleurs indépendants et l'attribution d'un revenu aux artistes.

En **Roumanie**, la différence concerne le statut. Pour les salariés, la couverture est universelle. Le financement du régime général impose le paiement de cotisations pour la retraite et pour la maladie. Si l'artiste est indépendant, il peut cotiser volontairement auprès des caisses maladies et des caisses de retraite.

In **Spain**, artists benefit from public universal social security coverage. They also have the option of augmenting their premiums by 1.3% to qualify for a more extensive social security protection, which includes temporary disability, occupational injury, disability and life insurance coverage.

In **Ireland**, wage-earning and freelance artists are automatically covered by the compulsory Pay-Related Social Insurance (PRSI) scheme. The amount of premiums paid is determined on the basis of income, and the level of income also determines the range of services provided free of charge. Lower income brackets are entitled to a more extensive range of free services.

In **Luxemburg**, all members of the workforce benefit from standard social security protection, and wage earners and the self-employed are entitled to identical risk coverage. However, the July 27, 1987 law, which instituted a standard disability, old-age and survivors' pension system, excludes civil service workers, who are covered by a specific scheme for these services.

In the **Netherlands**, there are different social security insurance schemes for wage earners and the self-employed. The wage earners' scheme is financed by premiums and payroll taxes, which are calculated on the basis of salary, and subject to a contribution ceiling. The services provided include healthcare, disablement, and unemployment insurance. The self-employed workers' scheme covers disablement insurance for the self-employed, and the provision of basic income for artists.

In **Romania**, the social security system draws a distinction between wage earners and the self-employed. Wage earners are entitled to universal coverage, and pay obligatory premiums for healthcare and pension

En **Slovaquie**, le taux de cotisations pour un salarié représente 34,6% de son salaire. Les cotisants volontaires, c'est-à-dire les travailleurs indépendants, fixent eux-mêmes le taux de cotisation avec un taux maximum à 35,15%. Si ils n'ont pas de revenus, alors ils sont exonérés de cotisations sociales, mais cela aboutit au fait qu'ils ne disposent pas de couverture sociale.

>> Le système de sécurité sociale publique et spécifique :

En **Allemagne** et en **France**, la couverture sociale est universelle. Il existe cependant des régimes particuliers pour certains corps de métiers. L'artiste indépendant bénéficie quant à lui d'un régime particulier. Rattaché au régime général, il dispose en principe des mêmes prestations qu'un autre travailleur, à l'exception toutefois de la couverture contre les accidents du travail et maladies professionnelles.

>> Les assurances privées :

Au **Danemark**, un régime unique de sécurité sociale est institué. Il couvre en principe tous les résidents quels que soient leur statut ou leurs revenus. Tous les artistes résidant au Danemark relèvent donc du régime universel de protection sociale. Mais la majorité des résidents, artistes compris, cotise à un organisme privé pour être protégé en cas d'avènement de risques sociaux, pour assurer leur couverture sociale.

En **Grèce**, il n'existe pas de régime spécifique de protection sociale pour les artistes. Certaines pensions retraites sont débloquées mais elles concernent très peu d'artistes. En principe, les frais d'hospitalisation

services. Independent artists may opt to pay voluntary premiums if they wish to benefit from these services.

In **Slovakia**, the rate of premiums for wage earners is set at 34.6% of salary. Voluntary contributors to the system, that is to say the self-employed, have the option of choosing between different rates (the minimum rate is set at 35.15%). They are also exempt from premiums if their income is insufficient, however, the non-payment of premiums will eventually lead to exclusion from the system.

>> Specific public social security schemes:

Both **Germany** and **France** have universal social security systems, which are characterized by special provisions for certain professional groups. Self-employed artists are entitled to the same services as other workers, with the exception of coverage against occupational injuries and diseases.

>> Private insurance:

Denmark has a single official social security scheme, which in principle provides coverage for all residents of the country, regardless of their employment status or income. However, in practice the majority of Danish residents, artists included, contribute to private insurance schemes to safeguard their social security.

In **Greece**, there is no specific social security scheme for artists. Some artists are granted pension rights, but only in very rare cases. In principle and under certain conditions, the state is responsible for hospi-

étaient pris en charge par l’Etat sous certaines conditions. Mais ce n’est plus le cas aujourd’hui, la couverture « hospitalisation » a été interrompue. Aujourd’hui le système de protection sociale tend à se privatiser en Grèce.

En **Lituanie**, les cotisations sociales sont volontaires puisque l’assurance sociale appartient au domaine privé. Il n’y a pas de régime spécifique pour les artistes mais il existe des aménagements pour ceux qui ont obtenu le statut de créateur artistique. En effet, certaines retraites sont financées par l’Etat pour quelques artistes « aux mérites exceptionnels ».

>>> Regards sur la nature des prestations de sécurité sociale

Dans une large partie des pays de l’Union Européenne, la couverture sociale englobe les risques de maladie, vieillesse, famille, accidents du travail et maladies professionnelles. Seuls certains pays de l’Union ne protègent pas leurs artistes contre le risque d’accident du travail et de maladie professionnelle.

Cependant, la majorité d’entre eux revendiquent l’extension de la protection à ces deux derniers risques. Il existe des systèmes intermédiaires où l’assurance contre les accidents du travail est un supplément. En **Espagne**, par exemple, aucune cotisation n’est payée pour les accidents du travail. L’artiste peut cependant cotiser 1,3% en plus pour étendre les garanties de la protection sociale.

Il existe quelques pays qui étendent également la protection sociale au chômage. L’**Allemagne**, la **France** et le **Portugal**, par exemple, protègent leurs artistes salariés contre le chômage tandis qu’ils n’étendent pas cette

tal expenses, but in practice, this is no longer the case. State finance for hospital care has been suspended, and Greece is increasingly moving towards a privatized social security system.

In **Lithuania**, social security is provided by private companies, and the payment of social security premiums is therefore voluntary. There is no specific social security scheme for artists, but special provisions apply for certain residents who are granted the status of “art creators.” The state also grants pension rights to certain artists who are deemed to be of outstanding merit.

>>> Overview of the nature of social security services

In a majority of the countries of the European Union, social security systems provide healthcare services, old age pensions, family welfare payments, and coverage against occupational injuries and diseases. However, in all but a handful of countries, artists are excluded from coverage against occupational injuries and diseases.

Most countries in the EU favour the extension of artists’ social security coverage to include these two risks. Some of them have established intermediate systems, where coverage against occupational injuries is an additional service. **Spain** does not require supplementary payments for protection against occupational injury; however, it still requires artists to pay an additional 1.3% for access to an extended range of social security services.

Some countries are already extending coverage for artists to include unemployment. In **Germany**, **France** and **Portugal**, for example,



protection contre le chômage aux artistes indépendants. La protection des artistes contre le chômage est également prévue par la **Finlande**, le **Luxembourg**, les **Pays-Bas** et la **Slovénie**. En **Irlande**, en **Espagne**, en **Grèce**, et en **Lituanie**, l’assurance contre le chômage est gérée par un organisme privé. Dès lors, pour étendre sa protection, l’artiste peut recourir à ce système de protection privée en cotisant un supplément.

wage-earning artists are already protected against the risk of unemployment, but this cover does not extend to their counterparts who are self employed. Unemployment cover for artists is also on the agenda in **Finland**, **Luxemburg**, the **Netherlands** and **Slovenia**. In **Ireland**, **Spain**, **Greece**, and **Lithuania**, unemployment is managed by private organizations, and artists have the option of paying supplementary contributions to avail of this service.

Etendue de la couverture, non communiquée : **Bulgarie, Chypre, Estonie, Roumanie**
Scope of coverage not communicated: **Bulgaria, Cyprus, Estonia, and Romania**

Danemark* Assurances privées : protection proportionnée aux cotisations
Denmark* Private insurance: protection proportional to premiums
Grèce** Assurances privées : protection proportionnée aux cotisations
Greece** Private insurance: protection proportional to premiums
Lituanie*** Assurances privées : protection proportionnée aux cotisations
Lithuania*** Private insurance: protection proportional to premiums

Etendue des garanties de la protection sociale.
Scope of social security coverage.

MALADIE	FAMILLE	VIEILLESSE	MALADIE PROFESSIONEL
HEALTHCARE	FAMILY	PENSIONS	ACCIDENT DU TRAVAIL
	WELFARE		OCCUPATIONAL
			INJURY AND DISEASES
Allemagne Germany			
Espagne Spain			
France France			
Hongrie Hungary			
Portugal Portugal			
Slovaquie Slovakia			
Suède Sweden			
Angleterre UK			
Autriche Austria			
Belgique Belgium			
Danemark* Denmark*			
Finlande Finland			
Grèce** Greece**			
Lituanie*** Lithuania***			
Luxembourg Luxembourg			
Pays-Bas Netherlands			
Slovénie Slovenia			

Les mécanismes de valorisation de la profession d'artiste visuel

Nous observons à travers l'ensemble des questionnaires que la valorisation de la profession d'artiste visuel se fait par trois types de mécanismes : les mécanismes fiscaux, les mécanismes d'aides à la création et la protection des œuvres par le droit d'auteur.

>>> La valorisation de la profession aux travers des mécanismes fiscaux

Pour analyser l'ensemble des aspects fiscaux permettant de valoriser la profession d'artiste des arts visuels, nous observons que certains concernent directement l'artiste, et son rapport au paiement de l'impôt, tandis que d'autres concernent le regard de la fiscalité sur l'investissement dans le domaine artistique.

>> La position fiscale des artistes des arts visuels

La consécration de mesures spécifiques concernant le traitement de l'artiste par la fiscalité concerne environ la moitié des pays de l'Union Européenne. Etudions ces mesures spécifiques à travers la TVA, le calcul de l'impôt sur le revenu et à travers la prise en compte des variations de revenus.

Schemes to support the profession of visual artist

In analyzing the questionnaires, we observed that schemes to provide support for professional visual artists could be divided into three categories: tax breaks, funding schemes, and schemes to protect the copyright of artistic works.

>>> Supporting the profession through tax breaks

We noted two types of tax breaks which are of direct benefit to visual artists: those that relate directly to the artists' income and his or her payment of taxes, and others which involve tax breaks for investment in art works.

>> Taxation of visual artists

Approximately half the countries in the EU have implemented specific provisions for the taxation of artists. These measures extend across a range of tax fields that include VAT, levels of income taxes, and accounting for variations in annual income.

La position fiscale des artistes des arts visuels.
Taxation of visual artists.

TRAITEMENT GÉNÉRALISÉ	TRAITEMENT SPÉCIFIQUE
STANDARD TAXATION	SPECIFIC TAX SYSTEM
Belgique Belgium	Allemagne Germany
Bulgarie Bulgaria	Autriche Austria
Chypre Cyprus	Danemark Denmark
Espagne Spain	Finlande Finland
Estonie Estonia	France France
Grèce Greece	Irlande Ireland
Hongrie Hungary	Lituanie Lithuania
Pays-Bas Netherlands	Luxembourg Luxembourg
Roumanie Romania	Portugal Portugal
Slovaquie Slovakia	
Slovénie Slovenia	

Regard sur les taux de TVA mis en place sur les ventes d’œuvres d’art.
Overview of rates of VAT on art sales.

TAUX	
RATE	
Lituanie Lithuania	0
Pologne Poland	0
Portugal Portugal	5
Danemark Denmark	5,5
France France	5,5
Belgique Belgium	6
Luxembourg Luxembourg	6
Allemagne Germany	7
Espagne Spain	7
Finlande Finland	8
Slovénie Slovenia	8,5
Grèce Greece	9
Autriche Austria	10
Suède Sweden	12
Irlande Ireland	13,5
Angleterre UK	17,5
Estonie Estonia	18
Slovaquie Slovakia	19
Pays-Bas Netherlands	19
Hongrie Hungary	20

>> Regard sur les taux de TVA mis en place sur les ventes d'œuvres d'art

- > En **Angleterre**, le taux d'imposition est fixé à 17,5% lorsque le chiffre d'affaire annuel dépasse 83 000 €. Ainsi, la majorité des artistes n'ont pas à reverser la TVA parce qu'ils atteignent rarement ce seuil.
- > En **Autriche**, les artistes sont soumis à la TVA uniquement lorsque le bénéfice annuel dépasse les 22 000 €. Le taux de TVA sur les ventes d'œuvres est alors fixé à 10%.
- > En **France**, le taux normal de TVA est de 19,6%. Il est de 5,5% lorsque l'opération concerne une vente d'œuvre. Au dessous du seuil de 32 000 €, l'artiste ne paie pas de TVA. S'il dépasse ce montant au cours de l'exercice fiscal, il bénéficiera d'une franchise qui lui permettra d'être affranchi de TVA jusqu'à un seuil de 41 000 €.
- > En **Grèce**, le taux de TVA est également réduit lorsqu'il concerne une opération réalisée sur une œuvre. Il est ainsi fixé à 9%. Cependant, il s'agit de la seule mesure spécifique concernant les artistes visuels.
- > En **Irlande**, les artistes dont le chiffre d'affaire n'atteint pas 35 000 € par an, sont exonérés de TVA. Pour les autres, le taux est fixé à 13,5% lorsque l'œuvre est directement vendue par l'artiste, et à 21,5% lorsque celle-ci est vendue par un galeriste.
- > Au **Portugal**, les droits d'auteurs ne sont pas assujettis à la TVA. La TVA sur la vente d'œuvres s'élève à 5% du prix de vente si la vente est directement exercée par l'artiste, elle est de 21% si la vente est assurée par une galerie.
- > En **Slovénie**, une TVA de 8,5% s'applique aux ventes d'œuvres d'art quand elles sont vendues par leurs artistes.

>> Tax breaks for investment in art

- > In the **UK**, VAT on the sale of art, which is set at 17.5%, only applies if the artist's annual turnover exceeds € 83,000. As a result, the majority of artists, who are below this threshold, do not have to register for VAT.
In **Austria**, only artists whose annual profit is more than € 22,000
- > are required to register for VAT. Thereafter, the VAT rate for art works is set at 10%.
In **France**, the standard VAT rate, which is 19.6%, is reduced to 5.5%
- > for sales of art works, and artists with a turnover of less than € 32,000, are not required to register for VAT. Turnovers of up to € 41,000 are also exempt from VAT, provided that they do not extend beyond a single tax year.
Greece also has a reduced art sales VAT rate of 9%, (however, this
- > is the only specific measure that Greece has introduced to promote the visual arts.)
In **Ireland**, artists with a turnover of less than € 35,000 are exempt
- > from VAT. For those above this threshold, the rate is 13.5% for works sold directly by the artist, and 21.5% for works sold by galleries.
In **Portugal**, copyright revenues are not subject to VAT. The rate of
- > VAT on art is 5% for works sold directly by the artist, and 21% for gallery sales.
Finally **Slovenia** also has a special VAT rate of 8.5% on art purchased
- > directly from the artist.

>> Le calcul de l'impôt sur le revenu ou sur les bénéfices

- > En **Allemagne**, certains prix récompensant la carrière de l'artiste n'entrent pas dans l'assiette du calcul de l'impôt.
- > En **Autriche** et en **France** les prix, bourses et subventions n'entrent pas dans l'assiette permettant le calcul de l'impôt sur le revenu.
- > En **Finlande**, l'artiste, comme tout autre contribuable, est soumis à l'imposition sur le revenu. Les subventions inférieures à 15 050 € ne tombent pas dans l'assiette servant de base au calcul de l'impôt sur le revenu.
- > En **Lituanie**, le taux d'imposition est spécifique pour les artistes bénéficiant du statut de créateur. Il est fixé à 15% du montant des revenus. Mais ce taux n'autorise pas la déduction des amortissements. En cas d'amortissement, le taux passe à 24%.
- > Au **Luxembourg**, un régime favorable au développement des activités artistiques a été instauré en 1999. Ainsi, sont exemptés de l'impôt, les prix artistiques ainsi que les aides à caractère social et aides à la création. Une déduction de 25% des recettes provenant de l'exercice de l'activité, à titre des dépenses d'exploitation est possible et ce, dans la limite d'un montant de 12 394,68 €.
- > Au **Portugal**, les revenus issus de la vente d'œuvres d'art sont intégrés à seulement 50% de leur valeur dans le calcul des revenus imposables, et ce jusqu'à 27 124 €.
- > En **Slovénie**, les artistes sont soumis à l'impôt sur le revenu comme toutes les autres personnes physiques. L'impôt sur le revenu est calculé sur un régime d'impôt progressif. Il existe des exonérations fiscales pour les professionnels indépendants. Ils peuvent déduire 25% de leur impôt

>> Taxes on artists' income or profits

- > In **Germany**, certain prizes that are awarded in recognition of an artist's career are exempt from tax.
- > In **Austria** and **France** prizes, awards and grants are not taken into account when calculating income tax.
- > In **Finland**, artists, like other taxpayers, are subject to income tax, however, awards of less than € 15,050 are not considered taxable.
- > In **Lithuania**, the rate of income tax for artists who have been recognized as "art creators" has been reduced to 15%. However, beneficiaries of this rate are not allowed to take into account deductions for the depreciation of assets. If they wish to include amortizations in their accounts, they are taxed at a higher rate of 24%.
- > In **Luxemburg**, a number of tax measures to support the arts were adopted in 1999. These include a tax exemption for awards, grants and welfare payments. Artists are also allowed to deduct 25% of turnover as operating expenses, up to a limit of € 12,394.68.
- > **Portugal** has instituted a tax-free allowance of 50%, with a maximum value of € 27,124, on income generated by art sales.
- > In **Slovenia**, artists are required to pay income tax, as are all other residents, however, income taxes are calculated on a graduated base, and the self employed can avail of a number of tax exemptions. These include a 25% deduction for those who earn less than € 42,000 per year. If their earnings exceed this threshold, they have the option of deducting expenses, and they may also request a special supplementary tax allowance of 15%, which is limited to a maximum value of € 25,000 per year.

sur le revenu s'ils gagnent moins de 42 000 € par an. Lorsqu'ils gagnent plus, alors ils peuvent opter pour la déduction de leurs frais réels et peuvent également demander un allègement fiscal spécial supplémentaire de 15%, mais seulement jusqu'à 25 000 € de leurs revenus annuels.

- > En **France**, en dessous de 32 000 € de recettes, la règle est l'abattement forfaitaire mais l'artiste peut opter pour la déclaration aux frais réels. Au dessus de 32 000 € la déclaration aux frais réels est obligatoire. Pour les artistes en début d'activité, l'abattement de 50% sur les revenus peut durer jusqu'à cinq ans, dans la limite de 50 000 € par an.

>> La prise en compte de la variation des revenus et du commencement de l'activité de l'artiste dans le calcul de l'impôt

- > En **Autriche**, la loi tient compte de la variation des rentrées d'argent pour l'artiste. En cas de revenus d'une exceptionnelle importance, l'artiste dispose d'un mécanisme spécifique. Il peut pondérer ce montant de revenus exceptionnels sur les trois dernières années d'activité. La moyenne calculée permet alors de voir si l'artiste demeure imposable.
- > En **Suède**, il existe une déduction possible des pertes en affaire sur le revenu personnel. Mais au vu des conditions à respecter pour en bénéficier, il n'y a que 10% des artistes qui ont la possibilité de les étaler. Lorsque les revenus sont irréguliers, il est possible de les étaler sur deux années.
- > En **Espagne**, le taux est exceptionnellement fixé à 7% pendant les deux premières années d'exercice, au lieu de 15%. Cependant, il ne s'agit que d'une facilité accordée puisque l'artiste opère une compensation sur les revenus postérieurement reçus après le commencement de l'activité pour atteindre les 15%.

- > In **France**, where a standard deduction is usually applied for earnings of less than € 32,000, artists have the option of deducting expenses if they exceed the usual allowance. Those who earn more than € 32,000 cannot avail of a standard deduction and must declare expenses. Artists at the start of their careers are entitled to a tax-free allowance of 50% of earnings, which is limited to a maximum value of € 50,000 per year, but may be extended for up to 5 years.

>> Income tax measures that account for variations in annual earnings and assist artists that are starting out

- > In **Austria**, the law recognizes the potential for variation in artists' incomes. In the event of exceptionally large earnings in a single year, artists may opt to pay taxes on the average sum earned over the three previous years. In some cases, this will result in exemption from taxes.
- > In **Sweden**, losses in business may be deducted from personal income. However, the stringent conditions that pertain to this measure have meant that 90% of artists derive no benefit from it. Artists with irregular incomes may opt to be assessed on the basis of earnings over two years.
- > In **Spain**, artists benefit from an exceptionally low tax rate, 7% instead of 15%, during the first two years of their career. However, this is only a temporary gain, because they are required to reimburse the 8% difference between the two tax rates once they become established.
- > In **France**, the tax law allows artists to spread payment for an exceptionally large income tax bill over a three to five year period.

En **France**, pour aider les artistes, un étalement du paiement de l'impôt est prévu par le Code général des impôts. L'artiste peut envisager un échelonnement du paiement de ses impôts sur trois à cinq ans.

>> La prise en compte dans le calcul de l'impôt de l'investissement dans l'art

En **Autriche**, l'investissement privé n'est pas récompensé par des crédits d'impôt. Une proposition de loi a été faite dans ce sens mais elle n'a pas été retenue.

A **Chypre**, une loi de 1982 fixe, en principe, à 1% du coût des constructions d'immeubles, la subvention que l'entreprise investisseuse doit verser pour valoriser le domaine de l'art. Cependant, en pratique, cette loi n'est pas réellement appliquée. Dès lors, le gouvernement cherche à la modifier pour la rendre plus efficace.

En **Irlande**, il existe en parallèle un dispositif fiscal favorisant les dons aux institutions nationales et autres organismes de bienfaisance dont ceux en faveur des arts. Il s'agit en effet, d'une réduction ou déduction fiscale pour les entreprises et les particuliers qui soutiennent le développement de l'art en Irlande, ou participent à la sauvegarde du patrimoine. De plus, un taux de 1% est mis en place depuis 1997 et s'applique à toutes les constructions. Ce fond permet l'allocation d'aides à la mobilité et de bourses de formation ainsi que des prix.

Au **Luxembourg**, il existe également un mécanisme de déductions pour les entreprises mécènes. De plus, lors de la construction d'un édifice par l'état, un pourcentage de 1 à 10% est normalement affecté à l'acquisition d'œuvres artistiques à intégrer dans l'édifice. Mais cette modalité a du mal à s'imposer.

En **Slovaquie**, lorsqu'un particulier achète une œuvre d'art, il n'a pas de déduction fiscale mais dispose d'une exonération de TVA.

>> Tax incentives for investment in art

- > In **Austria**, there are no incentives to encourage private investment in art. A bill to grant investors tax credits was brought before parliament, but failed to win the necessary support.
- > **Cyprus** has a law, passed in 1982, which stipulates that property developers should devote one percent of the construction cost of new buildings to support for the arts. However, in practice, this law is not currently applied, and the Cypriot government is planning to modify it to render it more efficient.
- > **Ireland** has two parallel initiatives: one is a program of incentives to encourage donations to national institutions and other community organisations, including those that promote the arts. Under the terms of the program, companies and individuals that provide the support for the development of the arts, or the safeguard of Ireland's cultural heritage, are rewarded with a tax deduction. The second initiative, a scheme established in 1997 financed by a one percent levy on new buildings, provides mobility and training grants, and funding for prizes.
- > In **Luxembourg**, private companies that support the arts are also rewarded with tax deductions. In the public sector, construction projects undertaken by the state are supposed to include a one to ten percent budget allocation for the acquisition of art works for new buildings. However, this measure is not always implemented.
- > In **Slovakia**, private individuals who invest in art works are not entitled to tax deductions, but they may apply for VAT exemptions.

>>> La valorisation de la profession aux travers des mécanismes d'aides à la création

Au travers de l'ensemble des questionnaires, nous analysons que les fonds d'aides à la création proviennent de différentes sources. Ces aides peuvent être publiques ou privées. Dans les pays de l'Union Européenne, ces aides proviennent majoritairement de fonds publics.

>> Les fonds publics

Dans la majorité des pays de l'Union Européenne, les aides à la création sont d'origine publique. Elles sont allouées par le Ministère directement en charge de la culture, ou par les collectivités locales. En effet, en **Autriche**, en **France**, en **Finlande**, et en **Hongrie**, par exemple, les subventions sont délivrées par l'Etat, la région ou les administrations locales. Les artistes doivent en faire la demande en constituant un dossier. En **Espagne**, le Ministère de la culture attribue des bourses d'arts plastiques et aide pour l'action et la promotion culturelle, ainsi que pour la formation des professionnels de la culture. La ville de Madrid contribue notamment à l'aide des artistes en discernant par exemple des prix et en organisant des concours.

En **Slovénie**, le Ministère dispose d'actions favorisant les conditions de vie des artistes, il possède trois ateliers d'art, dans lequel les artistes peuvent exposer durant deux mois, ce qui facilite la promotion de leurs œuvres. En Slovénie, le ministère de la Culture est propriétaire de trois ateliers d'art (Berlin, Londres et New York), dans lequel les artistes peuvent exposer durant une période de 2 mois. Le Ministère couvre alors les frais relatifs aux loyers et au transport.

>>> Funding mechanisms to provide support for visual arts professionals

In analysing questionnaires, we noted that funding for visual artists was available from both public and private sources. Within the countries of the European Union, most of the funding is provided by public funds.

>> Public funds

In most of the countries of the European Union, funding for the visual arts is financed by the public purse, and allocated directly by the government ministry responsible for culture, or by regional authorities. For example, in **Austria**, **France**, **Finland**, and **Hungary**, grants are made available by the state, and regional or local governments, and artists who wish to benefit from funding are required to submit formal applications. In **Spain**, the Ministry for Culture has instituted a system of grants for the plastic arts, the implementation and promotion of cultural initiatives, and the training of cultural industry professionals. On the local level, the city of Madrid among others provides support for artists through the organization of competitions and award programs.

In **Slovenia**, the Ministry of Culture has focused on the need for more exposure and better working conditions. With this in mind, it has established a program that offers artists the opportunity to exhibit their work for periods of two months at three government owned studios located in Berlin, London and New York. Selected candidates also receive funding for travel and accommodation expenses.

>> **La loterie, le tabac...**

En **Angleterre**, les artistes peuvent bénéficier de bourses, de prix et de subventions délivrées par l'Arts Council England and Arts Lottery au niveau régional et au niveau national. Le résultat issu directement des loteries permet de financer de manière indirecte le secteur culturel. Les artistes disposent également de studios financés par les aides.

En **Estonie**, il n'y a pas d'aides financières particulières. Toutefois, l'artiste peut postuler auprès de la Fondation Culturelle pour obtenir une bourse dans la limite de quatre demandes par an. Les fonds servant à la subvention du secteur artistique proviennent de la vente d'alcool, de cigarettes et des jeux et sont redistribués au secteur artistique. La commission est renouvelée tous les trois ans. Chaque artiste peut faire une demande de bourses tous les trois mois.

>> **Le financement de l'art par les entreprises privées**

En **Grèce**, en **Irlande** et en **France**, une loi ordonne aux entreprises de reverser 1% du budget relatif aux constructions publiques au secteur artistique. Au **Luxembourg**, lors de la construction d'un édifice par l'état, un pourcentage de 1 à 10% est normalement affecté à l'acquisition d'œuvres artistiques à intégrer dans l'édifice. Cependant, cette modalité a du mal à s'imposer.

En **Allemagne**, les entreprises privées s'investissent également dans la mise en valeur du domaine artistique, par l'intermédiaire de subventions et de prix. Le mécénat joue un rôle important dans l'aide à la création artistique.

>> **Lottery and tobacco tax funding...**

In the **UK**, artists benefit from prizes, grants and awards delivered by the arts councils of England, Scotland, Wales and Northern Ireland, as well as national and regional arts lottery programs, which provide direct and indirect funding for the cultural sector. They also have the option of applying for grant aided studio space.

In **Estonia**, there are no specific award schemes. However, artists may submit up to four grant applications per year to the Estonian Cultural Foundation, which distributes funds sourced from the taxation of alcohol, cigarettes and gambling. The foundation is managed by a commission, which is renewed every three years.

>> **Art financing from private companies**

Greece, **Ireland** and **France** have instituted legislation to oblige developers of public building projects to devote one percent of construction budgets to the arts. In **Luxembourg**, public construction projects are supposed to include a one to ten percent budget allocation for the acquisition of art works for new buildings. However, this measure is not always implemented.

In **Germany**, companies also invest in the arts through the provision of grants and prizes, and corporate patronage plays an important role in the promotion of artistic endeavour.

>>> La valorisation de la profession par le droit d’auteur

>> Le droit de reproduction

Le droit de reproduction recouvre la fixation de l’œuvre quels que soient le support, l’objet, l’étendue ou encore la finalité de la reproduction. La reproduction de l’œuvre n’est licite que si l’artiste ou ses ayants droit ont donné préalablement et expressément leur accord. La directive européenne du 22 mai 2001 sur l’harmonisation du droit d’auteur et des droits voisins dans la société de l’information énonce dans son deuxième article que « Les membres prévoient le droit exclusif d’autoriser ou d’interdire la reproduction directe ou indirecte, provisoire ou permanente, par quelque moyen et sous quelque forme que ce soit, en tout ou en partie ».

Le premier article de la directive européenne du 29 octobre 1993 relative à l’harmonisation de la durée de protection du droit d’auteur et de certains droits voisins énonce que : Les droits de l’auteur d’une œuvre littéraire ou artistique au sens de l’article 2 de la convention de Berne durent toute la vie de l’auteur et pendant soixante-dix ans après sa mort, quelle que soit la date à laquelle l’œuvre a été licitement rendue accessible au public. Les œuvres sont ainsi protégées jusqu’à la soixante-dixième année à compter de la mort de l’auteur.

>> Le droit de présentation publique

Sous réserve de certaines exceptions permises par les lois nationales, le droit de représenter est reconnu comme l’un des droits exclusifs nécessitant une autorisation préalable de l’auteur ou de ses ayants-droit.

>>> Support for the visual arts through the protection of copyright

>> Reproduction rights

Reproduction rights cover the copying of works in any media, and the purpose and scope of copying. Reproductions of artistic works are only authorized if consent has been obtained from the artist or his or her copyright holders. Article two of the European directive of 22 May, 2001 on the harmonization of copyright and related rights in the information society stipulates that “Member States shall provide for the exclusive right to authorise or prohibit direct or indirect, temporary or permanent reproduction by any means and in any form, in whole or in part.”

Article one of the 29 October, 1993 directive on the harmonization of the term of the protection of copyright and certain related rights stipulates: “The rights of an author of a literary or artistic work within the meaning of Article 2 of the Berne Convention shall run for the life of the author and for 70 years after his death, irrespective of the date when the work is lawfully made available to the public.” It follows that rights are protected until 70 years after the death of the artist.

>> Public presentation rights

Saving and excepting certain conditions permitted by national legislation, the right of performance is an exclusive right requiring prior authorization from the author or his or her copyright holders.

Le droit de représenter concerne tous les auteurs des secteurs littéraires et artistiques. Il consiste dans la communication de l'œuvre au public par un procédé quelconque, et notamment : par récitation publique, exécution lyrique, représentation dramatique, projection publique, télédiffusion, et présentation publique. En ce qui concerne le droit de représenter de l'artiste des arts visuels, il s'exerce justement de cette façon : par la présentation publique. Analysée comme un acte de présentation publique, l'exposition publique d'une œuvre relève ainsi du droit de représentation.

Ainsi, en tant qu'attribut du droit d'auteur, les artistes des arts visuels disposent du droit d'autoriser ou d'interdire toute exposition publique de leurs œuvres, et peuvent céder ce droit par contrat en échange d'une contrepartie financière. La difficulté que les artistes rencontrent cependant consiste dans l'application de ce droit. Il paraît en effet difficile d'envisager que l'artiste demande d'un côté à ce que son œuvre soit montrée au public et de l'autre côté, qu'il exige une rémunération pour cette présentation publique.

Au **Danemark**, les artistes continuent de faire valoir leur droit d'auteur, mais leurs expositions ne sont pas rémunérées. Cependant, les associations d'artistes défendent les droits de représentation publique pour permettre à l'artiste d'obtenir une somme d'argent en contrepartie de la diffusion de son œuvre. En **Allemagne**, le droit de présentation publique est apparemment source de rémunérations pour les artistes des arts visuels. La pratique respecte en effet l'exercice d'un tel droit et procède à sa reconnaissance en recourant à des contrats de cession. La difficulté reste donc de rendre effective l'application d'un tel droit au sein des autres pays de l'Union Européenne.

The right of performance concerns all of the authors in the literary and artistic sectors, and performance is defined as any procedure involving the communication of an artistic work to the public by whatever means: these include public recitation, musical performance, dramatic performance, public projection, broadcasting, and public presentation. The final item in this list is particularly relevant to the visual arts, because the public exhibition of a work of visual art amounts to a "public presentation," and should therefore comply with performance rights legislation.

It follows that on the basis of copyright, visual artists have the right to authorize or forbid the public exhibition of their works, and they may establish contracts to assign all or part of this right in exchange for financial compensation. However, artists encounter major difficulties in exercising this right, and it appears unfeasible to suggest that they should, on the one hand, demand that their work be shown to the public, and on the other, insist that they receive remuneration for public presentation.

In **Denmark**, artists have taken action to raise awareness of their copyright rights, and a number of groups have campaigned for the implementation of a scheme to remunerate artists for public presentation. However, exhibitions can still be conducted without any payment to the creators of artistic works. **Germany** has apparently established a system to develop public presentation rights as a source of income for artists. In practice, presentation rights are recognized by the systematic use of contracts to assign rights whenever works are shown. However, presentation rights continue to be neglected elsewhere, and much remains to be done to ensure their effective implementation in all the countries of the European Union.

>> Le droit de suite

Le droit de suite est apparu en France en 1920. Il a fait l'objet d'une harmonisation communautaire avec la directive du 27 septembre 2001 relative au droit de suite.

Les artistes des arts visuels ont, nonobstant toute cession de l'oeuvre originale, un droit inaliénable de participation au produit de toute vente de cette oeuvre faite aux enchères publiques ou par l'intermédiaire d'un commerçant. Le droit de suite consiste à reconnaître aux artistes des arts visuels le droit de percevoir un pourcentage du prix de toute vente de l'oeuvre après la première cession lorsqu'un professionnel du marché de l'art intervient en tant que vendeur, acheteur ou intermédiaire.

Les sociétés de gestion collective sont astreintes à diverses obligations, notamment d'information mais, le droit de suite n'est pas soumis à une gestion collective obligatoire.

Par la directive 27 septembre 2001, et notamment par le 17e considérant, l'Union européenne, a souhaité permettre aux systèmes juridiques des États membres qui n'appliquent pas le droit de suite au profit des artistes d'incorporer ce droit dans leurs systèmes juridiques respectifs et, en outre, de permettre aux opérateurs économiques dans ces États membres de s'adapter progressivement à ce droit. Tous les États membres de l'Union européenne devraient désormais connaître le droit de suite et l'appliquer de manière effective. La durée du droit d'auteur s'étend, conformément aux dispositions de la directive 93/98/CEE du Conseil du 29 octobre 1993 relative à l'harmonisation de la durée de protection du droit d'auteur et de certains droits voisins(6), jusqu'à soixante-dix ans post mortem auctoris.

>> Droit de suite (Resale tax)

With its 27 September directive on droit de suite, the EU required all the countries of the union to recognize the droit de suite right, which was first established in France in 1920, as a standard implementation of copyright policy.

Notwithstanding the terms agreed for any previous sale, droit de suite grants the creator of an artistic work an inalienable right to a share in the proceeds of successive sales of the original of that work, after its initial sale. Put simply, this means that visual artists are entitled to a percentage of the price obtained for their works when they are resold at auction, through a dealer or any other intermediary, even if the works in question have previously been sold outright.

Copyright collecting agencies are required to comply with a range of obligations with regard to droit de suite, and this notably includes the provision of information, but artists are not obliged to entrust the administration of droit de suite to a collecting agency.

As stated in article 17 of its directive of 27 September, 2001, the European Union intended to allow member states that did not collect droit de suite revenues for artists sufficient time to include droit de suite in their national judicial systems, and to enable economic operators to adapt gradually to the change. As it stands, all the countries of the EU are now required to recognise and ensure the effective application of droit de suite. In compliance with the provisions of 29, October, 1993 Council directive 93/98/EEC on the harmonization of the duration of copyright and certain related rights, droit de suite will apply until 70 years after the death of the artist (post mortem auctoris.)

Troisième Partie Manifeste
Third Part Manifesto



Manifeste

>>> Revendications des artistes des Arts visuels et plastiques

Acteur indispensable de nos sociétés humaines, l'artiste des Arts visuels et plastiques est culturellement un **des vecteurs de transmission d'un langage artistique universel et civilisateur**.

Dans les systèmes politiques et administratifs centralisés ou décentralisés des pays de l'Union Européenne, l'artiste des Arts visuels et plastiques est **un acteur économique direct ou indirect d'une filière professionnelle identifiable** qui s'établit de la création vers tous les mécanismes de diffusion : commerces d'art, galeristes, tous lieux de diffusion, lieux touristiques, etc., en passant par tous les prestataires de divers services : fournisseurs de matériel d'art, transport, encadrement, fondeurs, mouleurs, imprimeurs, outils informatiques exprimés par l'image fixe ou mobile, etc.

>> L'artiste des Arts visuels et plastiques a par conséquent une existence culturelle et économique intégrée dans une filière professionnelle.

! Être artiste des arts visuels est un métier.

Une couverture sociale et un système fiscal adaptés sont les garants d'une appartenance à tous corps de métiers.

La filière « Arts visuels » doit être confortée et unifiée dans sa dimension européenne dans ces deux domaines. Ils sont essentiels à la bonne articulation de ce corps de métier au sein de l'ensemble de la filière

Manifesto

>>> Demands on behalf of artists in the visual and plastic arts

Artists in the visual and plastic arts constitute **a cultural vector for the transmission of a universal and civilizing artistic language**, which is an essential force in our societies.

In the centralized and decentralized political and administrative systems of the countries of the European Union, artists in the visual and plastic arts **interact directly and indirectly with the economy in an identifiable field of professional activity**, which extends from the production of art works to distributors — art vendors, galleries, exhibition spaces, tourist boutiques etc. — and constitutes a important source of revenue for a wide range of service providers — art materials suppliers, shipping companies, framing companies, foundries, casting companies, printers, image software developers etc.

>> The cultural and economic existence of artists in the visual and plastic arts forms an integral part of this field of professional activity.

! Visual artists are professionals.

All professions should have the right to an appropriate level of social security protection and an appropriate taxation system.

Europe must ensure the provision of normalized taxation and social security systems for its artists. These are essential for the proper development of this professional field and the maintenance of good relations

économique concernée et aux relations entre les acteurs de celle-ci (artiste/fournisseurs de matériel ; artiste/diffuseur ; diffuseur/artiste/client ; etc.).

Précarité, disparité selon la réussite sur le marché de l'art, **les modes de fonctionnement du secteur des Arts Visuels doivent être mis à plat** : loi du marché, garantie d'un revenu minimum, prise en compte du travail d'artiste, droits d'auteur, droits sociaux...

! C'est pourquoi, à l'issue de la 1ère Convention Européenne des Artistes des Arts Visuels et Plastiques, leurs représentants des pays de l'Union Européenne, réunis les 15 et 16 décembre 2008 à Paris, demandent à l'ensemble des élus de leurs Etats respectifs :

>> Un droit à une juste rémunération et la garantie d'un revenu tiré du travail de création.

> Par la vente d'œuvres pour laquelle il faut prendre des mesures motivantes à la relance du marché de proximité par **le vote d'une loi d'incitation fiscale à l'acquisition d'œuvres** d'artistes professionnels vivants des Arts visuels et plastiques (loi de défiscalisation) d'une part à l'égard des particuliers et d'autre part des entreprises (dans les pays où elle est inexistante) en collaboration avec leurs diffuseurs d'art (galeries, commerces d'art, ...), afin de soutenir le marché de l'art et de lutter efficacement contre le travail illégal.

within its specific segment of the economy: relationships between artists and equipment suppliers, artists and distributors, distributors, artists and customers etc.

Business processes in the visual arts sector should be completely overhauled. Specifically, authorities must take action to limit the dangers of inadequate social security, and disparities caused by the varying degrees of success on the art market. Artists must be provided with a guaranteed minimum income, appropriate recognition of their work, and adequate protection of copyright and social security rights.

! On this basis, representatives of artists in the visual and plastic arts in all the countries of the European Union, who gathered in Paris on 15 and 16 December, 2008, Paris for the 1st European Convention of Artists, are demanding that all their respective states respect:

>> The right to fair remuneration and a guaranteed minimum income for creative endeavour.

> Through sales of artistic works, which governments will stimulate by instituting measures to promote local art markets, **and tax incentives for individual and corporate buyers of works by living professionals** in the visual and plastic arts. Authorities must also actively collaborate with art distributors (galleries, art vendors), to provide support for the art market and to combat illegal working conditions.

- > **Par le droit d’auteur** (droit lié à la diffusion et à l’exploitation et à la reproduction des œuvres sur tous supports et dans toutes circonstances) pour lequel il est urgent de faire respecter la réalité de cette rémunération légitime dont ce secteur en est bien souvent spolié.
- > **Par les interventions en tous milieux** pour lesquels les artistes sont appelés à assurer en prolongement de leur travail et à ce titre à intervenir ponctuellement dans ces différents milieux. Il faut reconnaître cet aspect de leur création au sein de la société contemporaine et intégrer ces revenus dans des conditions à définir ensemble avec les organisations et associations représentatives dans les revenus artistiques.
- > **Par un droit de présentation publique (à créer ou à faire respecter)** pour tous les artistes des Arts visuels et plastiques européens qui doit être appliqué quand l’artiste présente son travail de création ou toutes activités liées à celui-ci, dans le cadre d’une structure publique subventionnée tout ou en partie par des financements publics.
- > **Par un pourcentage création artistique (à créer ou à faire respecter)** alloué à une commande artistique dans les budgets des projets des constructions publiques.
- > **Par un développement des aides à la création dans toutes ses diversités, à l’installation, à l’exposition.**

- > **Through the protection of copyright**, which must apply for all media and in all circumstances, and the provision of the necessary resources to ensure that copyright legislation is properly enforced.
- > **Through community programmes for artists** to promote the presence of artists in schools and other workshop environments. This work will enhance societal recognition of the role of artists. Pay and conditions should be determined in consultation with associations and organization that actively represent artists’ rights.
- > **Through public presentation rights (to be established or enforced)** for professionals in the visual and plastic arts throughout Europe, which should apply when artists present their creative work or participate in other related activities, within the framework of a structure which is partly or wholly financed by public funds.
- > **Through mandatory budget allocations (to be established or enforced)** that ensure that a percentage of the construction cost of all public buildings will be spent on art.
- > **Through the development of a wide range of support schemes that will assist artists in a range of activities from setting up studios to the preparation of exhibitions.**

! Nous, artistes réunis lors de cette 1ère Convention Européenne des Arts visuels demandons aux instances de l'Union Européenne de soutenir nos actions afin que les pays de l'Union garantissent par des dispositifs décrits ci-dessous les moyens d'existence de notre création.

Dispositifs à créer dans les pays de l'Union où ils sont inexistants.

Dispositifs à valoriser et à améliorer dans les pays de l'Union où ils sont déjà établis.

En concertation avec les représentants élus des artistes des Arts visuels et plastiques.

>> Démocratie

Tous les métiers sont régis en concertation avec les praticiens concernés.

De même les artistes des Arts visuels et plastiques par les structures qui démocratiquement les représentent doivent être pleinement associés aux discussions et aux décisions les concernant.

- > Nous exigeons la mise en place dans tous les pays de l'Union de **Commissions paritaires** majoritairement composées d'artistes mandatées par les organisations ou associations professionnelles lorsqu'il s'agit de questions sociales ou fiscales et au moins à parité lorsqu'il s'agit de questions culturelles.

! The artists gathered at the 1st European Convention of Visual Artists demand that the European Union support these actions so that the member states of the Union will provide the necessary conditions for creative endeavour by establishing the operative provisions listed below.

Operative provisions to be established in EU states where they do not exist.

Operative provisions to be promoted and improved where they have already been established.

In consultation with the elected representatives of artists in the visual and plastic arts.

>> Democratic Procedure

Rules and regulations ought to be established in consultation with the professions concerned. **This should also apply in the visual and plastic arts, where the associations and elected representatives of artists must play an important role in discussions and decisions.**

- > We demand that all the countries of the EU establish **joint commissions** to examine social and fiscal measures for artists (for these issues more than 50% of commission members should be appointed by artists' associations and professional groups) and cultural questions concerning artists (in which case, at least 50% of commission members should be artists).

>> Droits sociaux

- > **Un système de protection sociale** (régime d'assurances sociales) adapté à l'exercice des professions des Arts visuels et plastiques, considérant l'activité principale et toutes les activités périphériques dans le prolongement de la création.
- > **Le développement des garanties et droits sociaux** des artistes des Arts visuels et plastiques, en intégrant à la couverture sociale : la maladie, la retraite, les accidents du travail et la maladie professionnelle.
- > **La formation professionnelle** continue permettant aux artistes des Arts visuels et plastiques de travailler également de plein pied avec les nouvelles technologies et dans un monde aujourd'hui ouvert.

>> Fiscalité

- > **Un système de fiscalité** adapté à l'exercice des professions des Arts visuels et plastiques, considérant l'activité principale et toutes les activités périphériques dans le prolongement de la création.
- > **Des garanties fiscales** en intégrant une TVA spécifique, des abattements fiscaux adaptés, des seuils de revenus considérant la déduction des frais professionnels et toutes autres mesures appropriées et favorables.

>> Social Rights

- > **A social security protection system** (social security insurance scheme) that is appropriate for professions in the visual and plastic arts, with the capacity to provide coverage for the main activity of creative endeavour and all associated activities (which are to be considered as extensions of the main activity).
- > **Development of social guarantees end social rights** for artists of the visual and plastic arts, to include: healthcare, retirement, and occupational injuries and diseases.
- > **Further training** to ensure that artists in the visual and plastic arts have the capacity to make full use of new technologies, and innovative techniques.

>> Taxation

- > **A taxation system** with appropriate recognition for the status of artists in the visual and plastic arts, which has a single category for creative endeavour and other related activities.
- > **Fiscal guarantees** including a specific rate of VAT, appropriate tax-free allowances, and income thresholds that take into account deductions for business expenses and all other reasonable measures.

! *L'artiste est un passeur, il doit pouvoir transmettre son expertise dans tous les secteurs de l'Education.*

>> Transmission

- > Des programmes et des interventions** en milieu éducatif en concertation avec les artistes des Arts visuels et plastiques afin de favoriser l'enseignement et la connaissance artistiques et à long terme l'appréhension de ce secteur culturel et de son économie.

.....

De l'expression pariétale d'hier à l'art multimédia d'aujourd'hui, l'artiste est le témoin de notre Monde à travers les âges...

Nous, représentants des artistes des Arts visuels et plastiques, devons protéger, garantir et défendre la pérennité de nos métiers.

Vous, représentants élus de l'Union Européenne et de nos Etats respectifs, devez nous accompagner dans nos actions et nous apporter votre soutien indéfectible à l'amélioration de nos conditions de vie et de travail.

.....

.....

! *Artists must be provided with opportunities to pass on their expertise in all educational sectors.*

>> Transmission of knowledge

- > Programmes and workshops in educational institutions** that enable artists in the visual and plastic arts to communicate their knowledge and raise awareness of the visual arts and this segment of the economy.

.....

From the cave paintings prehistory to the multimedia art of today, artists have always borne testament to our world throughout the ages ...

As representatives of artists in the visual and plastic arts, we have an obligation to protect, guarantee and defend the sustainability of our professions.

As elected representatives of the European Union and its member states, you have an obligation to contribute to these initiatives and provide full support for the improvement of artists' living and working conditions.

.....

.....

Quatrième Partie Photogallery et liste des participants
Fourth Part Photogallery and list of participants

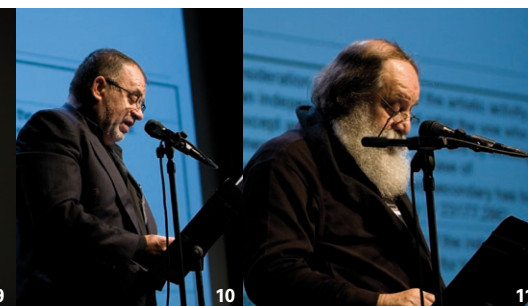


La Convention au Centre Pompidou
The Convention at the Centre Pompidou

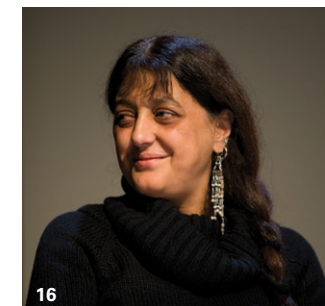


1 Laszlo LEKLES Hongrie Hungary 2 My SVENNEBERG Suède Sweden 3 Tomas WEISS Allemagne Germany
4 Nanna GRO HENNINGSEN Danemark Denmark 5 Carmen ARRABAL Trésorière adjointe de La Maison des Artistes Vice Treasurer of La Maison des Artistes et Arlette MARTIN Trésorière de La Maison des Artistes Treasurer of La Maison des Artistes 6 Pavol KRAAL Slovaquie Slovakia 7 Stephen BEDDOE Angleterre England 8 Urska ZUPANEK Slovénie Slovenia 9 Roger KAROUTCHI Secrétaire d'Etat chargé des Relations avec le Parlement européen Secretary in charge of the relations with the European Parliament et Rémy ARON Président de La Maison des Artistes President of La Maison des Artistes 10 Sebastian WEISSENBACHER Autriche Austria 11 Gilles FROMONTEIL Artiste, Vice Président de La Maison des Artistes et Président du Conseil d'Administration de La Maison des Artistes Artist, Vice President of La Maison des Artistes and President of the Board of Directors of La Maison des Artistes 12 Christiane RAMONBORDES Directrice de la Société des Auteurs dans les Arts Graphiques et Plastiques et Présidente de European Visual Arts Director of ADAGP and President of EVA 13 Olivier KAEPPÉLIN Délégué aux Arts Plastiques du Ministère de la Culture Delegate in charge of Visual Arts, French Ministry of Culture 14 Vue de la salle View of the audience





1 Julieta DE HARO Espagne **Spain** 2 Grete MARSTEIN Norvège **Norway**, Jean-Marc BOURGEOIS Vice Président de La Maison des Artistes **vice president of La Maison des Artistes** 3 Cristiana RUSSU Roumanie **Romania** 4 Table ronde sur la définition d'un artiste professionnel **Working group about the meaning of a professional artist** 5 Alain LOVATO Secrétaire Général de La Maison des Artistes et Président de la MAPRA **General Secretary of La Maison des Artistes and President of la MAPRA** 6 Pierre JEANRAY Belgique **Belgium** 7 François de VERDIERE Artiste et Coordonnateur de la Commission pour les Relations européennes et internationales **Artist and Coordinator of the Commission for the European and International Relations** 8 Daphne TRIMIKLINOITI Chypre **Cyprus** 9 Claude BLENIE Artiste **Artist** 10 Dimitru SERBAN Roumanie **Romania** 11 Jean-Pierre ADAM Luxembourg **Luxemburg** 12 Noel KELLY Irlande **Ireland** 13 Jaan ELKEN Estonie **Estonia** 14 Anne-Marie HELMER-HEICHELE Allemagne **Germany** 15 Lily BAKOYANNIS Présidente de l'AIAP Europe **President of IAA Europe** 16 Eva MELA Grèce **Greece**



Réception au Ministère de la Culture
Reception at the Ministry of Culture



1 Ljubomir PESKIREVIC, Jean-François HEBERT Directeur de Cabinet de la Ministre de la Culture Director of the office of the French Ministry of Culture, Rémy ARON Président de La Maison des Artistes President of La Maison des Artistes 2 Alain DEVIENNE Responsable Marketing Opérationnel Société CANSON In charge of Operational Marketing CANSON Company 3 Michel CLERBOIS Belgique Belgium, Anders LIDEN Suède Sweden 4 Rémy ARON, Didier BERNHEIM Avocat à la Cour de Paris Lawyer to the Court of Paris, Marie-Ange THEOBALD Chef de la section des Organisations non gouvernementales à l'UNESCO Head, Section for Non Governmental Organisations to UNESCO 5 Francis PARENT, Rémy ARON, Pierre SOUCHAUD, Sylvia JAVOQUE 6 Arlette MARTIN Trésorière de La Maison des Artistes Treasurer of La Maison des Artistes, Bernard MOROT-GAUDRY, Laurence LEPLAY 7 Alain DEREY, Pierre CORNETTE de SAINT CYR 8 Pierre GILOU Président du Comité de Défense des Artistes du Grand Palais President of the Committee for the Defense of the Artists of the Grand Palais et Fabien BOUGLE Directeur d'Art Consulting Director of Art Consulting 9 Yves KOBRY (à droite on the right) 10 Jean-Pierre ADAM Luxembourg Luxembourg, Francis DESIDERIO Belgique Belgium 11 Rémy ARON, Marc LEROY, Fabien BOUGLE





1 Rémy ARON Président de La Maison des Artistes **President of La Maison des Artistes, Sophie DURRLEMAN** Conseillère auprès de la Ministre de la Culture pour les Musées et Arts Plastiques **Adviser for the French Ministry of Culture in charge of Museums and Visual Arts**
2 Antoine PONCET (à gauche **on the left**) **3 Monsieur et Madame RISPAL**

4 Rémy ARON, Natalie MIEL Artiste **Artist, Dominique ANTOIN** Conseiller pour l'Education et la Culture du Président de la République **Counsellor for Education and Culture of the French President** **5 Vue d'ensemble** **General view**



La Fête des Artistes à l'UNESCO Artists' Party at the UNESCO



ALLEMAGNE GERMANY**IGBK – Internationale Gesellschaft der Bildenden Künste**

Anne-Marie HELMER-HEICHELE et Tomas WEISS

Rosenthaler Str. 11 | D-10119 Berlin

++ 49.30.23 45 76 66 | art@igbk.de

ANGLETERRE UK**Artquest**

Stephen BEDDOE

University of the Arts London | 65 Davies Street | London W1K 5DA

++ 44.020.75 14 64 93 | stephen@artquest.org.uk

AUTRICHE AUSTRIA**IG Bildende Kunst**

Sebastian WEISSENBACHER

Gumpendorfer Str. 10-12 | A-1060 WIEN

++ 43.1.524 09 09 | office@igbildendekunst.at

BELGIQUE BELGIUM**Conseil National Belge des arts plastiques**

Francis DESIDERIO et Pierre JEANRAY

29 rue Renardi | B-4000 Liegey

++ 32.4.227 38 50 | francis.desiderio@skynet.be

BULGARIE BULGARIA**Union des Artistes Bulgares**

Dimitar GROZDANOV

6, ul. Shipka | BG-1504 SOFIA

++ 359.2.944 41 41 | dimitargrozdanov@gmail.com

CHYPRE CYPRUS**Chamber of Fine Arts**

Christos SYMEONIDES et Daphne TRIMIKLINOITI

P.O. Box 24936 | CY 1355 | NICOSIA

++ 357.22.75 31 77 | ekatek@cytanet.com.cy

DANEMARK DENMARK**BKF-Billedkunstnernes Forbund**

Mrs Nanna GRO HENNINGSEN

Vingardstraede 21 | KOPENHAGEN

++ 45.33.12 81 70 | bkf@bkf.dk

ESPAGNE SPAIN**AVAM**

Julieta DE HARO

Pelayo 62 | 28004 Madrid

+ 34.913.913 293 | jdeharo@avam.net

ESTONIA ESTONIA**EAA - Estonian Artists' Association**

Jaan ELKEN

Vabaduse Väljak 6 | EE-10146 -Tallin

++ 372.62 73 633 / 372.62 73 630 | jaan@eaa.ee

FRANCE FRANCE**La Maison des Artistes**

Rémy ARON

11 rue Berryer | 75008 PARIS

++ 33.1.42 25 06 53 | contacts@lamaisondesartistes.fr

GRÈCE GREECE**Chamber of Fine Arts of Greece**

Eva MELA et Lily BAKOYANIS

14, Koletti Street | GR-10 681 ATHENES

++ 30.210.330 17 19 | chafartg@otenet.gr

HONGRIE HUNGARY**Association of Hungarian Fine and Applied Artists – M.K.I.SZ**

Laszlo LELKES

Andrássy út 6 - Postbox 51 | H-1364 BUDAPEST

++ 36.1.302 22 55 | art@mkisz.axelero.net

IRLANDE IRELAND**Sculptor's society of Ireland**

Noel KELLY

Cnr. Halston | st./Mary's Lane | 7 DUBLIN

++ 353.1.872 22 96 | noel@visualartists.ie

LETONIE LATVIA**The Artists's Union of Latvia**

Janis SPALVINS

Pr. A. Tirgonu Str. 7-6 | LV-1050 RIGA

++ 37.1.722 50 46 | spalvinsh@inbox.lv

LITUANIE LITHUANIA**Lithuanian artists' association**

Vaclavac KRUTINIC

Vokieciu 4/2 | LT - 2600 VILNIUS

++ 370.5.262 29 35 | info@ldsajunga

LUXEMBOURG LUXEMBURG

Jean-Pierre ADAM

20 montée de la Pétrusse | L-2912 Luxembourg

++ 352.4.78 66 15

PAYS-BAS NETHERLANDS**Federatie von Kunstenaarsverenigingen**

Wassenarseweg 18 | NL-2596 CH DEN HAAG

++ 31.70.363 99 39 | info@federatievankunstenaarsverenigingen.nl

POLOGNE POLAND**The association of Polish artists and designers**

Maria MOROZ

Ul. Nowy Swiat 7 m. 6 | PL-00-496 WARSZAWA

++ 48.22.621 01 37 | maja.moroz_xl@wp.pl

PORTUGAL PORTUGAL**Sociedad de las Bellas Artes**

Emilia NADAL

Rua Barata Salgueiro | 36 1250-044 Lisboa

geral@snba.pt

ROUMANIE ROMANIA**Romanian Artists' association**

Cristiana RUSSU et Dimitru SERBAN

Str. Nicolae Iorga 21 | RO-71117 BUKAREST - SECTOR 1

++ 40.21.212 79 54 | office@uappr.ro

SLOVAQUIE SLOVAKIA

Slovak Union of Visual Arts

Pavol KRÁL

Dostojevského rad 2 | 811 01 BRATISLAVA

kral@svu.sk

SLOVÉNIE SLOVENIA

Cultural Chamber of Slovenia

Urska ZUPANEC

Trg. Francoske revolucije 1-2 | SI-1000 LJUBJANA

++ 38.61.433 04 64 | urska.zupanec@gov.sy

SUÈDE SWEDEN

KRO

Anders Liden

Arstaängsvägen 5B | S-11743 STOCKHOLM

++ 46.8.54 54 20 80 | kro@kro.se

La Maison des Artistes

Elle a été créée en 1952 par des artistes dans un esprit d'entraide et de solidarité.

Elle conduit deux missions complémentaires : d'une part, en tant qu'organisme agréé par l'Etat depuis 1969, la gestion de la sécurité sociale des artistes auteurs pour la branche des arts graphiques et plastiques.

D'autre part, elle poursuit une mission associative d'accompagnement des artistes dans leur carrière professionnelle à travers l'aide sociale, le conseil, l'information, l'assistance et la veille auprès des pouvoirs publics.

Au plan national, elle constitue le lieu d'identification professionnelle de tous les artistes plasticiens travaillant et vivant France. Au premier euro perçu, l'artiste doit s'identifier auprès des services administratifs de **La Maison des Artistes** et au centre des impôts de son domicile.

La Maison des Artistes développe par l'intermédiaire de ses Commissions des études et des réflexions sur les problématiques professionnelles et tissent des liens nationaux et internationaux avec les autres organisations d'artistes.

Elle délivre à ses adhérents, une carte d'accès gratuit aux Musées Nationaux et à différents lieux d'Arts et propose un service de consultations juridiques gratuites spécialisées dans les droits des artistes ainsi que des consultations comptables assurées par un expert comptable.

La Maison des Artistes

It was founded in 1952 by artists in a spirit of mutual assistance and solidarity.

It conducts two complementary missions: on the one hand, as authorized by the State since 1969, the management of social security for artists authors for the graphic arts and plastics sector.

On the other hand, it provides an associative mission of help to artists in their careers through social assistance, advice, information, assistance and the stay up towards government.

At a national level, it represents the place to be registered as a professional for all artists working and living in France. From the moment the artist earns its 1st euro from the selling of its artwork, he has to register to the administrative services of **La Maison des Artistes** and to the tax office.

La Maison des Artistes develops through its working groups, thinkings about professional matters and is linked to national and international structures of artists.

It provides to its members a card that enables us to access freely to national museums and suggests free consultations with a lawyer and an accountant.

Membres du Bureau de La Maison des Artistes.

Board members of La Maison des Artistes.

Rémy ARON Président **President**

Jean-Marc BOURGEOIS Vice-président et administrateur

Vice president and administrator

Gilles FROMONTEIL Vice-président et Président du Conseil

d'Administration **Vice president and President of board of directors**

Alain LOVATO Secrétaire Général **General secretary**

Arlette MARTIN Trésorière **Treasurer**

Carmen ARRABAL Trésorière adjointe **Vice treasurer**

Ont contribué à l'élaboration de la Convention Européenne des arts visuels **Contributed to the development of the European Convention of visual arts:**

François De VERDIERE Coordonnateur de la Commission pour

les relations européennes et internationales **Coordinator of the**

Commission for the european and international relations

Nathalie MEINDRE Assistante du Président **Assistant of the President**

Charlotte DELSOL Assistante administrative **Administrative assistant**

Christophe DURAND Assistant administratif **Administrative assistant**

Rédaction **Writing** La Maison des Artistes, en collaboration avec les associations d'artistes participantes et avec la participation de Stéphanie Lecam, Doctorante à l'Université de Nantes **La Maison des Artistes, in collaboration with the associations of visual artists and the contribution of Stéphanie Lecam, Doctorate in the College of Nantes**

Traduction **Translation** Mark McGovern

Photographies **Photos** Gaël Guyon

Graphisme **Graphic Design** Yvonne Feldmann, atelier freilinger & feldmann

Impression **Print** Pharmapost

Seconde édition - Juillet 2020

Exaprint accompagne La Maison des Artistes depuis 2015 et soutient la création depuis plus de 20 ans à travers une large gamme de produits d'impression.

Nous remercions Exaprint pour l'impression de ce Livre Blanc et son engagement auprès des artistes.

exaprint

www.exaprint.fr